



RCS : PARIS

Code greffe : 7501

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

### REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations  
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2001 B 07524

Numéro SIREN : 437 585 680

Nom ou dénomination : LABELIUM

Ce dépôt a été enregistré le 08/09/2014 sous le numéro de dépôt 83740



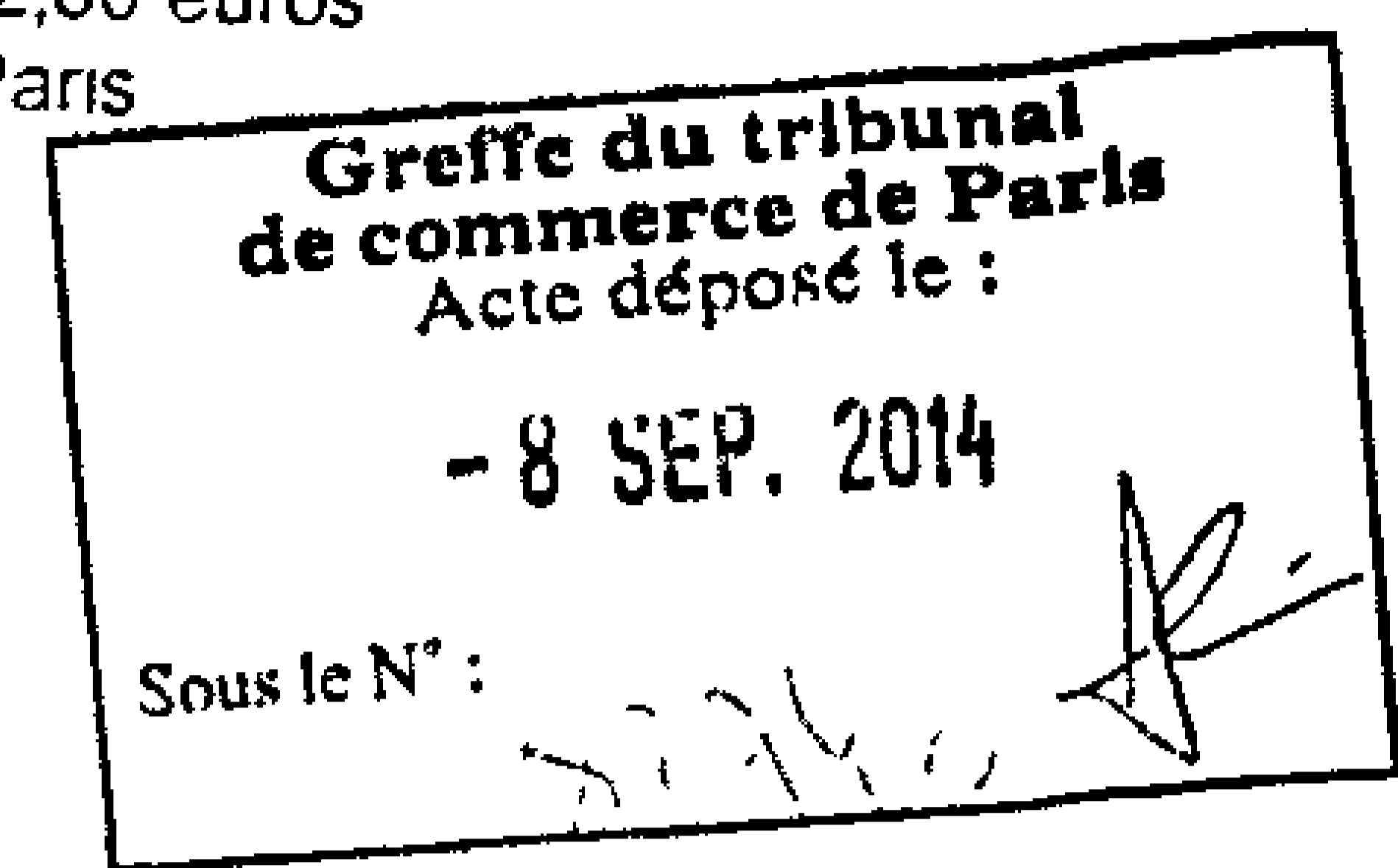
1408382707

DATE DEPOT : 2014-09-08  
NUMERO DE DEPOT : 2014R083740  
N° GESTION : 2001B07524  
N° SIREN : 437585680  
DENOMINATION : LABELIUM  
ADRESSE : 36 rue de l'Arcade 75008 PARIS  
DATE D'ACTE : 2014/07/31  
TYPE D'ACTE : STATUTS A JOUR  
NATURE D'ACTE :

O.J.B7524

LABELIUM

Société par actions simplifiée au capital de 54.622,80 euros  
Siège social : 36, rue de l'Arcade - 75008 Paris  
RCS Paris n°437 585 680



---

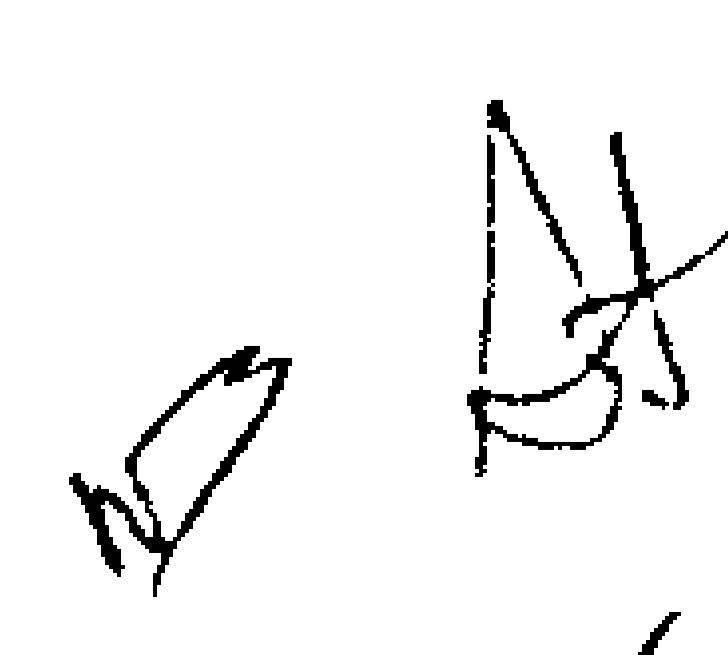
STATUTS

---

CERTIFIÉ CONFORME  
À L'ORIGINAL



*Mis à jour suite à l'Assemblée générale du 31 juillet 2014*



**TITRE I**  
**FORME - OBJET - DENOMINATION - SIEGE - DUREE**

**ARTICLE 1 – Forme sociale**

La Société est une société par actions simplifiée régie par les dispositions légales applicables et par les présents Statuts. Elle est issue de la transformation de la société à responsabilité limitée LABELJUM en société par actions simplifiée aux termes d'une délibération de l'assemblée générale extraordinaire adoptée à l'unanimité des associés en date du 27 juin 2014

Elle fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs Actionnaires. Lorsque la Société ne comporte qu'un seul Actionnaire, il exerce les pouvoirs dévolus à la collectivité des Actionnaires.

La Société ne peut faire d'offre au public de titres financiers sous sa forme actuelle de société par actions simplifiée.

Elle peut émettre toutes valeurs mobilières définies à l'article L. 211-2 du Code monétaire et financier, donnant accès au capital ou à l'attribution de titres de créances, dans les conditions prévues par la loi et les présents Statuts.

**ARTICLE 2 – Objet social**

La Société a pour objet, directement ou indirectement, en France ou à l'étranger :

- la création, la réalisation, l'écriture, l'acquisition, la commercialisation et l'exploitation partielle ou totale de programmes logiciels ou progiciels et de sites web pour tous types d'applications ;
- l'organisation de tous concours ou divertissements, de toutes manifestations, expositions et de toutes opérations de communication, l'édition de revues, livres, cd-roms, périodiques et documentations diverses, et plus généralement toutes opérations de promotion se rapportant aux matières ci-dessus ;
- la communication par terminaux d'ordinateurs ;
- la création et la gestion de fichiers informatiques ;
- toutes activités de prestation de services, de conseil, d'analyse, de recherche et d'étude ;
- la réalisation de toutes opérations de prestation, négociation, acquisition, création, étude, distribution, commercialisation, vente, location et courtage, formation, assistance, production portant sur tous matériels informatiques, logiciels, progiciels et tous produits ou services relevant des activités informatiques, bureautiques, télématiques, multimédia visuels ou audiovisuels, de télémaintenance et des télécommunications dans son ensemble, et plus généralement sur tous articles, produits ou services relevant de l'environnement de ces activités ;
- et plus généralement, toutes opérations industrielles, commerciales ou financières, mobilières et immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes ; et
- la participation de la Société, par tous moyens, à toutes entreprises ou sociétés, créées ou à créer, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes, notamment aux entreprises ou sociétés dont l'objet serait susceptible de concourir à la réalisation de l'objet social, et ce, par tous moyens,

notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apports, fusions, alliances ou associations en participations ou groupements d'intérêt économique

### ARTICLE 3 - Dénomination sociale

La Société a pour dénomination sociale :

#### **LABELIUM**

Sur tous les actes et documents émanant de la Société, la dénomination sociale doit être précédée ou suivie immédiatement des mots « société par actions simplifiée » ou des initiales « S.A.S » et de l'énonciation du capital social

### ARTICLE 4 - Siège social

Le siège social est fixé :

**36, rue de l'Arcade  
75008 Paris**

Il peut être transféré en tout autre lieu par décision de la collectivité des Actionnaires.

### ARTICLE 5 – Durée

La Société, sauf prorogation ou dissolution anticipée, a une durée de 99 ans à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Les décisions de prorogation de la durée de la Société ou de dissolution anticipée sont prises par la collectivité des Actionnaires.

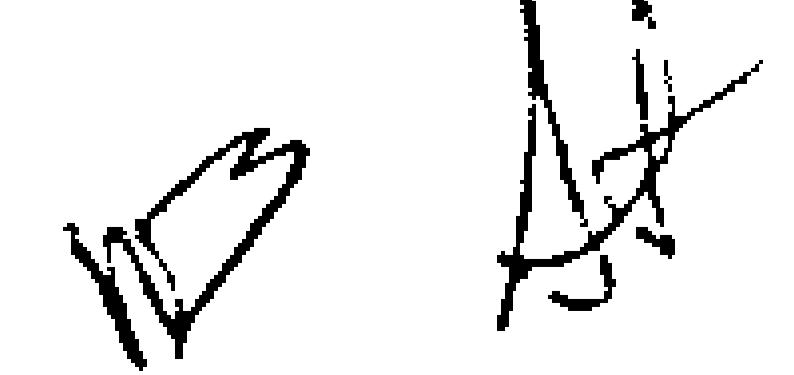
## TITRE II **CAPITAL SOCIAL - FORME DES ACTIONS - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS**

### ARTICLE 6 - Capital social

Le capital social est fixé à la somme de cinquante-quatre mille six cent vingt-deux euros et quatre-vingts centimes (54.622,80€).

Il est divisé en :

- 325.342 actions ordinaires d'une valeur nominale de 0,10 euro, toutes intégralement libérées ;
- 216.871 actions de préférence de catégorie A d'une valeur nominale de 0,10 euro, toutes intégralement libérées ; et
- 4.015 actions de préférence de catégorie B d'une valeur nominale de 0,10 euro, toutes intégralement libérées



## ARTICLE 7 - Modifications du capital social

7.1. Le capital ne peut être augmenté ou réduit que par la collectivité des Actionnaires statuant sur le rapport du Président.

Le capital social peut être augmenté soit par émission d'actions ordinaires ou de préférence, soit par majoration du montant nominal des actions existantes

Il peut également être augmenté par l'exercice des droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital, dans les conditions prévues par la loi.

Les titres de capital nouveaux sont émis soit à leur montant nominal, soit à ce montant majoré d'une prime d'émission.

Ils sont libérés soit par apport en numéraire y compris par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la Société, soit par apport en nature, soit par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, soit en conséquence d'une fusion ou d'une scission.

Ils peuvent aussi être libérés consécutivement à l'exercice d'un droit attaché à des valeurs mobilières donnant accès au capital comprenant, le cas échéant, le versement des sommes correspondantes.

7.2 La collectivité des Actionnaires peut déléguer au Président la compétence ou les pouvoirs nécessaires à l'effet de décider ou de réaliser, dans les conditions et délais prévus par la loi, une augmentation de capital.

7.3 En cas d'augmentation du capital en numéraire, les Actionnaires ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des nouveaux titres émis. Toutefois, les Actionnaires peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel de souscription et la décision d'augmentation du capital peut supprimer ce droit préférentiel dans les conditions prévues par la loi.

7.4 Les actions nouvelles de numéraire doivent obligatoirement être libérées, lors de la souscription, de la quotité du nominal prévue par la loi et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

## ARTICLE 8 - Forme des titres de capital de la société

La Société ne pouvant faire d'offre au public de titres financiers, les Titres émis par celle-ci sont obligatoirement nominatifs.

Ils sont inscrites en compte conformément à la réglementation en vigueur et aux usages applicables.

Tout Associé peut demander à la Société la délivrance d'une attestation d'inscription en compte. Les attestations d'inscription en compte sont valablement signées par le Président de la Société ou toute autre personne ayant reçu délégation du Président à cet effet.

La réunion de toutes les actions en une seule main n'entraîne pas la dissolution de la Société qui continue d'exister avec un Actionnaire unique. Dans ce cas, l'Actionnaire unique exerce tous les pouvoirs dévolus à la collectivité des Actionnaires.

## ARTICLE 9 - Droits et obligations attachés aux actions ordinaires

9.1. Sans préjudice des droits et obligations attachés aux Actions de Préférence, toute action ordinaire donne droit dans les bénéfices et l'actif social à une part nette proportionnelle à la quotité de capital qu'elle représente

9.2. Les titulaires d'actions ordinaires ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

9.3. Les actions ordinaires sont indivisibles à l'égard de la Société. Les copropriétaires indivis doivent se faire représenter auprès de la Société par l'un d'entre eux ou par un mandataire unique désigné en justice en cas de désaccord

9.4. Le droit de vote attaché aux actions ordinaires démembrées appartient au nu-propriétaire pour toutes les décisions collectives, sauf celle concernant l'affectation du résultat de l'exercice où il est réservé à l'usufruitier.

9.5. Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder plusieurs actions ordinaires pour exercer un droit quelconque, les propriétaires de titres isolés ou en nombre inférieur à celui requis ne pourront exercer ce droit qu'à condition d'avoir fait leur affaire personnelle du groupement et, éventuellement de l'achat ou de la vente du nombre d'actions ou de titres nécessaires

#### ARTICLE 10 - Droits et obligations attachés aux Actions de Préférence de catégorie A

Il est créé au sein de la Société, conformément aux dispositions des articles L 228-11 et suivants du Code de commerce, des actions de préférence de catégorie A (« Actions de Préférence A ») auxquelles sont attachés les droits et obligations suivants

A l'exception de ce qui figure dans le présent article 10, les Actions de Préférence A sont en tous points identiques aux actions ordinaires et confèrent à leurs titulaires les mêmes droits qu'aux titulaires d'actions ordinaires. En particulier, un même droit de vote est attaché à chaque action, qu'elle soit ordinaire ou Action de Préférence.

Aux fins des présents statuts, les termes « Actions de Préférence » désignent toutes les actions de préférence émises par la Société conformément aux dispositions des articles L.228-11 et suivants du Code de commerce, quelle que soit leur catégorie (A ou B).

##### **10.1 Assemblée Spéciale des titulaires d'Actions de Préférence A**

Les titulaires d'Actions de Préférence A seront constitués en assemblée spéciale soumise aux règles de quorum et majorité de l'article L. 225-99 du Code de commerce (l'"Assemblée Spéciale").

Aucune décision concernant la modification des droits attachés aux Actions de Préférence A ne peut être valablement prise sans l'accord de l'assemblée spéciale des titulaires d'Actions de Préférence A.

##### **10.2 Jouissance – droit aux dividendes - inéligibilité au Dividende Exceptionnel**

Les Actions de Préférence A portent jouissance à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014.

Les Associés sont convenus que la Société distribuera, lorsque les conditions sont remplies, un dividende exceptionnel d'un montant maximum de six millions d'euros (le "Dividende Exceptionnel"); le Dividende Exceptionnel sera prélevé sur le bénéfice distribuable pour l'exercice clos le 31 décembre 2014, sur le report bénéficiaire de la Société et sur les comptes de réserves et primes disponibles de la Société à la date à laquelle l'assemblée générale approuvera les comptes de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2014 (les "Produits Distribuables 2014") et/ou, en cas d'insuffisance des Produits Distribuables 2014, sur le résultat, le report bénéficiaire de la Société et les comptes de réserves et primes disponibles de la Société au titre des exercices suivants (les "Produits Distribuables Ultérieurs"), de sorte à permettre dès que possible le paiement de la totalité du Dividende Exceptionnel.

Les conditions au versement ainsi que les modalités de détermination du montant du Dividende Exceptionnel ont été arrêtées par l'Assemblée Générale de la Société réunie le 31 juillet 2014 et figurent ainsi en annexe des « Termes et Conditions des Actions de Préférence A ».

Les Actions de Préférence A – ainsi que toute autre Action de Préférence – ne seront pas éligibles au Dividende Exceptionnel, de sorte que le Dividende Exceptionnel sera réparti entre les seuls titulaires d'actions ordinaires au moment de la distribution.

Sous réserve du paiement intégral du Dividende Exceptionnel conformément aux dispositions des paragraphes précédents, la collectivité des Associés de la Société pourra décider, sous réserve du respect des documents de financement, de distribuer l'excédent disponible des Produits Distribuables 2014 ou des Produits Distribuables Ultérieurs, étant précisé qu'en pareil cas, le montant des sommes distribuées ne constituant pas le Dividende Exceptionnel sera réparti entre les Associés titulaires d'actions ordinaires et d'Actions de Préférence au prorata de leur participation au capital de la Société

De manière générale, et sous réserve des stipulations de l'article 10.4 ci-dessous, tous les montants distribués par la Société ne constituant pas le Dividende Exceptionnel seront répartis entre les Associés titulaires d'actions ordinaires et d'Actions de Préférence au prorata de leur participation au capital de la Société.

### 10.3 Cession des Actions de Préférence A

Pour les besoins du présent article, la "Préférence" signifie, à une date donnée, pour chaque Action de Préférence, le montant payé par son titulaire pour l'acquérir et/ou la souscrire (y compris la prime d'émission), moins la somme cumulée (et non actualisée) des montants perçus par ledit titulaire au titre de la détention de ladite Action de Préférence (dividendes et autre distribution, produit de rachat, etc.) jusqu'à cette date.

#### Cession de toutes les Actions de Préférence A au sein d'une même transaction

10.3.1 En cas de vente à un Associé ou à un tiers, quel qu'en soit le motif, d'un nombre d'actions de la Société représentant 50% ou plus du capital social de la Société, incluant l'intégralité des Actions de Préférence A (une « Vente Totale »), le prix de cession total relatif à l'ensemble des actions effectivement vendues (le "Prix") sera réparti entre les cédants de manière différente selon que la Condition de Rendement se trouve ou non remplie.

Aux fins des présentes, la « Condition de Rendement » est réputée remplie si la ventilation du Prix entre les Associés participant à la Vente Totale au simple prorata des actions cédées par eux (actions ordinaires ou Actions de Préférence) permet, de façon certaine, à tous les titulaires d'Actions de Préférence participant à la Vente Totale de percevoir un prix unitaire par Action de Préférence supérieur ou égal à la Préférence.

Ainsi :

- *si la Condition de Rendement n'est pas remplie au titre de la Vente Totale, le Prix sera réparti comme suit entre les cédants :*
  - (a) en premier lieu, une première portion du Prix sera distribuée entre les titulaires d'actions ordinaires et d'Actions de Préférence participant à la Vente Totale, proportionnellement au nombre d'actions cédées par chacun d'eux, jusqu'à concurrence d'un montant égal à 10% du Prix (étant précisé qu'aux fins du présent paragraphe, les actions ordinaires et les Actions de Préférence seront réputées avoir la même valeur) ; puis
  - (b) en deuxième lieu, le cas échéant, une seconde portion du Prix sera distribuée aux titulaires d'Actions de Préférence participant à la Vente Totale proportionnellement au nombre d'Actions de Préférence cédées, dans la limite d'un montant égal, pour chaque Action de Préférence cédée, au montant de la Préférence applicable à ladite Action de Préférence diminué de la somme perçue par le titulaire de ladite Action de Préférence au titre du paragraphe (a) ci-dessus (et dans l'hypothèse où le solde du

Prix après la distribution au titre du paragraphe (a) ci-dessus ne suffirait pas à payer le montant de la Préférence pour chaque Action de Préférence cédée, celui-ci sera distribué aux titulaires d'Actions de Préférence participant à la Vente Totale proportionnellement au nombre d'Actions de Préférence cédées) ; puis

- (c) en dernier lieu, le solde du Prix, s'il y en a un, sera réparti entre les titulaires d'actions ordinaires participant à la Vente Totale au prorata du nombre d'actions ordinaires cédées par chacun d'eux dans le cadre de l'opération,

(la « Répartition Préférentielle ») ;

- si la Condition de Rendement est remplie au titre de la Vente Totale, le Prix sera réparti entre les cédants au simple prorata des actions cédées par eux (actions ordinaires ou Actions de Préférence), étant précisé qu'aux fins du présent paragraphe, les actions ordinaires et les Actions de Préférence seront réputées avoir la même valeur (la « Répartition Proportionnelle »).

Tout versement effectué en faveur des titulaires d'Actions de Préférence A en application de la Répartition Préférentielle traduisant une captation du Prix supérieure à celle dont ils auraient bénéficié par simple application de la Répartition Proportionnelle sera ci-après désignée une « Rétrocession A ».

10.3.2 Dans l'hypothèse où (i) la Vente Totale prévoit plusieurs dates de transfert applicables aux Actions de Préférence A avec des conditions de prix non déterminées à la date du premier transfert (la « Date du Premier Closing ») et où (ii) à la Date du Premier Closing, il ne pourrait être déterminé de façon certaine si la Condition de Rendement se trouvera ou non globalement remplie au titre de la cession de l'intégralité des Actions de Préférence A, alors les stipulations du paragraphe 10.3.1 ci-dessus seront provisoirement appliquées (tant que la Condition de Rendement n'a pas été globalement remplie au titre de l'ensemble des Actions de Préférence A), lors de chacune des dates de transfert des Actions de Préférence A - à l'exception toutefois de celle où la dernière Action de Préférence A aura été cédée dans le cadre de la Vente Totale (la « Date de Cession Finale ») - en fonction du prix payé à cette occasion à la fraction d'Actions de Préférence A cédées lors de chacune desdites dates de transfert.

A la Date de Cession Finale, il sera déterminé, sur la base (i) de la fraction du Prix perçue par les titulaires des Actions de Préférence A lors de chacune des dates de transfert autre que la Date de Cession Finale, en ce compris les Rétrocessions A éventuellement perçues et (ii) de la fraction du Prix due aux titulaires des Actions de Préférence A à la Date de Cession Finale en faisant application de la Répartition Proportionnelle (la « Fraction du Prix Final Théorique A »), si la Condition de Rendement se trouve ou non globalement remplie au titre de la cession de l'intégralité des Actions de Préférence A (sans qu'il soit effectué d'actualisation des sommes perçues en fonction de leur date de versement).

Dans l'hypothèse où ce calcul global mettrait en évidence que la Condition de Rendement a globalement été remplie, les titulaires des Actions de Préférence A seraient alors tenus de restituer immédiatement une partie des différentes Rétrocessions A perçues (l'« Excédent de la Rétrocession A ») à ceux des titulaires des actions ordinaires les ayant payées (et, en cas de contestation entre les titulaires d'actions ordinaires sur la répartition des restitutions entre eux, à l'un quelconque d'entre eux, à charge pour lui de les rétrocéder aux autres). L'Excédent de la Rétrocession A sera égal à la différence entre (i) la totalité des sommes reçues par les détenteurs d'Actions de Préférence A au titre de la Vente Totale (en prenant en compte les différentes Rétrocessions A qu'ils auront perçues et la Fraction du Prix Final

Théorique A) et (ii) le montant le plus élevé entre (y) le montant qui aurait été globalement perçu par les titulaires d'Actions de Préférence A si l'ensemble du Prix avait été réparti entre les cédants en faisant une stricte application de la Répartition Proportionnelle à chaque date de transfert dans le cadre de la Vente Totale et (z) le montant de la Préférence multiplié par le nombre total d'Actions de Préférence A cédées dans le cadre de la Vente Totale. A cet effet, l'Excédent de la Rétrocession A sera prélevé en priorité sur la dernière fraction du Prix perçue par les titulaires d'Actions de Préférence A à la Date de Cession Finale et sera reversé par ceux-ci aux titulaires des actions ordinaires ayant payé l'Excédent de la Rétrocession A. Si la dernière fraction du Prix perçue par les titulaires d'Actions de Préférence A à la Date de Cession Finale est insuffisante pour financer la totalité de l'Excédent de Rétrocession A, celui-ci sera limité à cette dernière fraction du Prix.

Dans l'hypothèse où, à l'inverse, ce calcul global mettrait en évidence que la Condition de Rendement n'a globalement pas été remplie, il sera procédé à la Date de Cession Finale en faveur des titulaires des Actions de Préférence A à une Rétrocession A en sus de la ou des Rétrocessions A le cas échéant déjà versées aux dates de transfert antérieures. La Rétrocession A finale sera égale à tout ou partie des sommes globales reçues par les détenteurs d'actions ordinaires dans le cadre du transfert devant intervenir à la Date de Cession Finale, calculée de sorte que les titulaires des Actions de Préférence A aient globalement perçu au titre de la Vente Totale (en ce compris l'ensemble des Rétrocessions A perçues au titre de chacune des dates de transfert, y compris la Date de Cession Finale) un montant aussi proche que possible (et si possible égal) de celui de la Préférence multiplié par le nombre d'Actions de Préférence A cédées dans le cadre de la Vente Totale. Par la suite, les titulaires d'actions ordinaires qui auront procédé à la vente de leurs actions dans le cadre de la Vente Totale feront leur affaire, le cas échéant, de s'indemniser les uns les autres de sorte que la charge de la Rétrocession A globale payée aux titulaires des Actions de Préférence A soit ventilée entre eux au prorata des prix qu'ils auront respectivement perçus au titre de leurs actions ordinaires cédées dans le cadre de la Vente Totale.

#### Cession fractionnée des Actions de Préférence A

- 10.3.3 En cas de vente à un Associé ou à un tiers, quel qu'en soit le motif, d'un nombre d'actions de la Société représentant 50% ou plus du capital social de la Société, incluant une fraction seulement des Actions de Préférence A (la « Fraction Initiale ») (une « Vente Partielle »), le prix de cession total relatif à l'ensemble des actions vendues sera réparti de manière provisoire selon la Répartition Préférentielle, à condition que la Condition de Rendement ne soit pas remplie au titre de la Fraction Initiale.
- 10.3.4 Par la suite, lors de chaque opération de cession ultérieure d'Actions de Préférence A conjointement avec actions ordinaires permettant l'application en tout ou partie de la Répartition Préférentielle, le prix de cession relatif à l'ensemble des actions vendues sera également réparti de manière provisoire selon la Répartition Préférentielle, à condition toutefois que la Condition de Rendement ne soit pas remplie au titre de la fraction d'Actions de Préférence A cédées à chaque opération de cession.
- 10.3.5 Lorsque la dernière Action de Préférence A aura été cédée, il sera déterminé, en fonction des prix perçus à chacune des dates de transfert, si la Condition de Rendement a été ou non globalement remplie au titre de la cession des Actions de Préférence A considérée globalement. Il sera à cet effet fait application *mutatis mutandis* des stipulations du paragraphe 10.3.2.



### Opérations d'apport ou de fusion

10.3.6 Les stipulations du paragraphe 10.3.1 ci-dessus s'appliqueront mutatis mutandis à (i) toute opération d'apport à un Associé ou à un tiers d'un nombre d'actions de la Société représentant 50% ou plus du capital social de la Société et (ii) à toute opération de fusion impliquant la Société, à l'exception toutefois des opérations d'apport et de fusion purement internes au Groupe ou à l'occasion desquelles aucun Associé ou tiers ne vient à prendre le Contrôle de la société bénéficiant de l'apport ou survivant à la fusion.

### 10.4 Liquidation de la Société

10.4.1 En cas de dissolution ou de liquidation amiable ou judiciaire de la Société, le produit de la liquidation disponible après extinction du passif, paiement des frais de liquidation, remboursement de la valeur nominale des actions et tout autre paiement prioritaire imposé par la loi (le "Boni de Liquidation") sera réparti de la manière suivante :

- (a) en premier lieu, une première portion du Boni de Liquidation sera distribuée entre les titulaires d'actions ordinaires et d'Actions de Préférence, proportionnellement au nombre d'actions détenues par chacun d'eux, jusqu'à concurrence d'un montant égal à 10% du Boni de Liquidation ; puis
- (b) en deuxième lieu, une seconde portion du Boni de Liquidation sera, le cas échéant, distribuée aux titulaires d'Actions de Préférence proportionnellement au nombre d'Actions de Préférence qu'ils détiennent respectivement, dans la limite d'un montant égal, pour chaque Action de Préférence, au montant de la Préférence qui lui est applicable diminué de la quote-part du Boni de Liquidation au titre du paragraphe (a) ci-dessus au titre de ladite Action de Préférence ; puis
- (c) en dernier lieu, le solde du Boni de Liquidation, s'il y en a un, sera réparti entre les titulaires d'actions ordinaires, proportionnellement au nombre d'actions ordinaires détenues par chacun d'eux.

10.4.2 Toutefois, par exception, dans le cas où la répartition du Boni de Liquidation entre les Associés au simple prorata des actions détenues par eux (actions ordinaires ou Actions de Préférence) permettrait aux titulaires d'Actions de Préférence A de recevoir, pour chaque Action de Préférence, un montant supérieur ou égal à la Préférence, alors la règle de répartition définie au paragraphe 10.4.2 ci-dessus ne sera pas applicable et le Boni de Liquidation sera réparti entre les Associés au simple prorata des actions détenues par eux (actions ordinaires ou Actions de Préférence).

### 10.5 Conversion des Actions de Préférence A

Les Actions de Préférence A détenues par un titulaire d'Actions de Préférence A seront converties à tout moment en actions ordinaires, selon une parité de conversion d'une (1) action ordinaire pour une (1) Action de Préférence A, sans indemnité ou autre compensation due en faveur dudit titulaire d'Actions de Préférence A, dans les cas suivants :

- (a) à l'initiative de leur titulaire, sur simple notification faite en ce sens à la Société, à condition que cette notification intervienne postérieurement à la plus proche des dates suivantes (i) au jour où il aura été définitivement déterminé qu'aucun Dividende Exceptionnel n'est dû ou (ii) au jour où le Dividende Exceptionnel aura été intégralement versé par la Société ou (iii) le 15 juillet 2016 : en ce cas, la conversion intervient de plein droit dès réception par la Société de la notification ;

- (b) en cas de Transfert d'Actions de Préférence A par ce titulaire en Violation d'un Droit Significatif des Titulaires d'Actions Ordinaires : en ce cas, la conversion des Actions de Préférence A du titulaire fautif intervient de plein droit dès lors que, suite à mise en demeure notifiée au titulaire des Actions de Préférence A concerné d'avoir à régulariser le vice constaté au titre du Transfert irrégulier, cette régularisation ne serait pas intervenue dans un délai de trente (30) jours suivant la réception de la mise en demeure ;
- (c) en cas de mise en œuvre effective et complète de la Répartition Préférentielle au titre du Transfert de l'ensemble des Actions de Préférence A : en ce cas, la conversion intervient de plein droit après le versement effectif de l'ensemble des paiements dus au titre de la Répartition Préférentielle et le cas échéant du paiement de l'Excédent de Rétrocession A ; et
- (d) dans les cas prévus par la loi.

En cas de conversion d'une partie seulement des Actions de Préférence A émises initialement, les stipulations relatives à la Répartition Proportionnelle et plus généralement les présents termes et conditions s'appliqueront en référence aux seules Actions de Préférence A n'ayant pas été converties en actions ordinaires.

Pour les besoins du présent article, une « Violation d'un Droit Significatif des Titulaires d'Actions Ordinaires » signifie une violation avérée et non équivoque par le titulaire d'Actions de Préférence A concerné d'un droit des titulaires d'actions ordinaires prévu aux articles 9.2.1, 9.2.2(b), 9.2.2(d) et 9.2.2(e) du Pacte d'Actionnaires ayant empêché de façon certaine les titulaires d'Actions Ordinaires d'exercer leur droit de préemption de second rang dans les conditions prévues à ces articles. A ce titre, notamment, une omission ou une erreur dans la notification de transfert (*Transfer Notice*) ne portant pas sur le prix ou l'identité de l'acquéreur (*Transferee*) ne sera pas considérée comme une Violation d'un Droit Significatif des Titulaires d'Actions Ordinaires.

#### 10.6 Protection des titulaires d'Actions de Préférence A

Le maintien des droits particuliers conférés aux titulaires d'Actions de Préférence A, qui ont été soumis à l'examen d'un commissaire aux avantages particuliers conformément aux dispositions du Code de commerce, est assuré conformément à la loi pour toute modification juridique susceptible d'affecter ces droits, en particulier :

- (a) conformément à l'article L. 225-99 alinéa 2 du Code de commerce, la décision de l'Assemblée Générale de la Société de modifier les droits des titulaires d'Actions de Préférence A ne sera définitive qu'après approbation par l'Assemblée Spéciale, étant précisé que toute réduction de capital à zéro est constitutive d'une modification des droits attachés aux Actions de Préférence A de ladite catégorie ;
- (b) conformément à l'article L. 228-17 du Code de commerce, en cas de fusion ou de scission, les Actions de Préférence A pourront être échangées contre des actions des sociétés bénéficiaires du transfert de patrimoine comportant des droits particuliers équivalents ou selon une parité d'échange spécifique tenant compte des droits particuliers abandonnés, et, en l'absence d'échange contre des actions conférant des droits particuliers équivalents, la fusion ou la scission sera soumise à l'approbation de l'Assemblée Spéciale.

## 10.7 Assimilation

Au cas où la Société émettrait ultérieurement de nouvelles Actions de Préférence A jouissant des mêmes droits et entièrement assimilables aux Actions de Préférence A, et sous réserve de l'accord préalable de l'Assemblée Spéciale des titulaires d'Actions de Préférence A, elle pourra unifier, pour l'ensemble de ces Actions de Préférence A, leur régime juridique applicable, auquel cas toutes ces Actions de Préférence A seront régies par les mêmes termes et conditions.

## ARTICLE 11 - Droits et obligations attachés aux Actions de Préférence de catégorie B

Il est créé au sein de la Société, conformément aux dispositions des articles L. 228-11 et suivants du Code de commerce, des actions de préférence de catégorie B (« Actions de Préférence B ») auxquelles sont attachés les droits et obligations suivants

A l'exception de ce qui figure dans le présent article 11, les Actions de Préférence B sont en tous points identiques aux actions ordinaires et confèrent à leurs titulaires les mêmes droits qu'aux titulaires d'actions ordinaires. En particulier, un même droit de vote est attaché à chaque action, qu'elle soit ordinaire ou Action de Préférence.

### 11.1 Assemblée Spéciale des titulaires d'Actions de Préférence B

Les titulaires d'Actions de Préférence B seront constitués en assemblée spéciale soumise aux règles de quorum et majorité de l'article L. 225-99 du Code de commerce (l'"Assemblée Spéciale").

Aucune décision concernant la modification des droits attachés aux Actions de Préférence B ne peut être valablement prise sans l'accord de l'assemblée spéciale des titulaires d'Actions de Préférence B.

### 11.2 Jouissance – droit aux dividendes - inéligibilité au Dividende Exceptionnel

Les Actions de Préférence B portent jouissance à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014.

Les Associés sont convenus que la Société distribuera, lorsque les conditions sont remplies, un dividende exceptionnel d'un montant maximum de six millions d'euros (le "Dividende Exceptionnel") ; le Dividende Exceptionnel sera prélevé sur le bénéfice distribuable pour l'exercice clos le 31 décembre 2014, sur le report bénéficiaire de la Société et sur les comptes de réserves et primes disponibles de la Société à la date à laquelle l'assemblée générale approuvera les comptes de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2014 (les "Produits Distribuables 2014") et/ou, en cas d'insuffisance des Produits Distribuables 2014, sur le résultat, le report bénéficiaire de la Société et les comptes de réserves et primes disponibles de la Société au titre des exercices suivants (les "Produits Distribuables Ultérieurs"), de sorte à permettre dès que possible le paiement de la totalité du Dividende Exceptionnel.

Les conditions au versement ainsi que les modalités de détermination du montant du Dividende Exceptionnel ont été arrêtées par l'Assemblée Générale de la Société réunie le 31 juillet 2014 et figurent ainsi en annexe des « Termes et Conditions des Actions de Préférence B ».

Les Actions de Préférence B – ainsi que toute autre Action de Préférence - ne seront pas éligibles au Dividende Exceptionnel, de sorte que le Dividende Exceptionnel sera réparti entre les seuls titulaires d'actions ordinaires au moment de la distribution.

Sous réserve du paiement intégral du Dividende Exceptionnel conformément aux dispositions des paragraphes précédents, la collectivité des Associés de la Société pourra décider, sous réserve du respect des documents de financement, de distribuer l'excédent disponible des Produits Distribuables 2014 ou des Produits Distribuables Ultérieurs, étant précisé qu'en pareil cas, le montant des sommes

distribuées ne constituant pas le Dividende Exceptionnel sera réparti entre les Associés titulaires d'actions ordinaires et d'Actions de Préférence au prorata de leur participation au capital de la Société.

De manière générale, et sous réserve des stipulations de l'article 11.4 ci-dessous, tous les montants distribués par la Société ne constituant pas le Dividende Exceptionnel seront répartis entre les Associés titulaires d'actions ordinaires et d'Actions de Préférence au prorata de leur participation au capital de la Société

### 11.3 Cession des Actions de Préférence B

Pour les besoins du présent article, la "Préférence" signifie, à une date donnée, pour chaque Action de Préférence, le montant payé par son titulaire pour l'acquérir et/ou la souscrire (y compris la prime d'émission), moins la somme cumulée (et non actualisée) des montants perçus par ledit titulaire au titre de la détention de ladite Action de Préférence (dividendes et autre distribution, produit de rachat, etc.) jusqu'à cette date.

#### Cession de toutes les Actions de Préférence B au sein d'une même transaction

11.3.1 En cas de vente à un Associé ou à un tiers, quel qu'en soit le motif, d'un nombre d'actions de la Société représentant 50% ou plus du capital social de la Société, incluant l'intégralité des Actions de Préférence B (une « Vente Totale »), le prix de cession total relatif à l'ensemble des actions effectivement vendues (le "Prix") sera réparti entre les cédants de manière différente selon que la Condition de Rendement se trouve ou non remplie.

Aux fins des présentes, la « Condition de Rendement » est réputée remplie si la ventilation du Prix entre les Associés participant à la Vente Totale au simple prorata des actions cédées par eux (actions ordinaires ou Actions de Préférence) permet, de façon certaine, à tous les titulaires d'Actions de Préférence participant à la Vente Totale de percevoir un prix unitaire par Action de Préférence supérieur ou égal à la Préférence.

Ainsi :

- *si la Condition de Rendement n'est pas remplie au titre de la Vente Totale*, le Prix sera réparti comme suit entre les cédants :
  - (a) en premier lieu, une première portion du Prix sera distribuée entre les titulaires d'actions ordinaires et d'Actions de Préférence participant à la Vente Totale, proportionnellement au nombre d'actions cédées par chacun d'eux, jusqu'à concurrence d'un montant égal à 10% du Prix (étant précisé qu'aux fins du présent paragraphe, les actions ordinaires et les Actions de Préférence seront réputées avoir la même valeur) ; puis
  - (b) en deuxième lieu, le cas échéant, une seconde portion du Prix sera distribuée aux titulaires d'Actions de Préférence participant à la Vente Totale proportionnellement au nombre d'Actions de Préférence cédées, dans la limite d'un montant égal, pour chaque Action de Préférence cédée, au montant de la Préférence applicable à ladite Action de Préférence diminué de la somme perçue par le titulaire de ladite Action de Préférence au titre du paragraphe (a) ci-dessus (et dans l'hypothèse où le solde du Prix après la distribution au titre du paragraphe (a) ci-dessus ne suffirait pas à payer le montant de la Préférence pour chaque Action de Préférence cédée, celui-ci sera distribué aux titulaires d'Actions de Préférence participant à la Vente Totale proportionnellement au nombre d'Actions de Préférence cédées) ; puis,

(c) en dernier lieu, le solde du Prix, s'il y en a un, sera réparti entre les titulaires d'actions ordinaires participant à la Vente Totale au prorata du nombre d'actions ordinaires cédées par chacun d'eux dans le cadre de l'opération,

(la « Répartition Préférentielle ») ;

- *si la Condition de Rendement est remplie au titre de la Vente Totale*, le Prix sera réparti entre les cédants au simple prorata des actions cédées par eux (actions ordinaires ou Actions de Préférence), étant précisé qu'aux fins du présent paragraphe, les actions ordinaires et les Actions de Préférence seront réputées avoir la même valeur (la « Répartition Proportionnelle »).

Tout versement effectué en faveur des titulaires d'Actions de Préférence B en application de la Répartition Préférentielle traduisant une captation du Prix supérieure à celle dont ils auraient bénéficié par simple application de la Répartition Proportionnelle sera ci-après désignée une « Rétrocession B ».

11.3.2 Dans l'hypothèse où (i) la Vente Totale prévoit plusieurs dates de transfert applicables aux Actions de Préférence B avec des conditions de prix non déterminées à la date du premier transfert (la « Date du Premier Closing ») et où (ii) à la Date du Premier Closing, il ne pourrait être déterminé de façon certaine si la Condition de Rendement se trouvera ou non globalement remplie au titre de la cession de l'intégralité des Actions de Préférence B, alors les stipulations du paragraphe 11.3.1 ci-dessus seront provisoirement appliquées (tant que la Condition de Rendement n'a pas été globalement remplie au titre de l'ensemble des Actions de Préférence B), lors de chacune des dates de transfert des Actions de Préférence B - à l'exception toutefois de celle où la dernière Action de Préférence B aura été cédée dans le cadre de la Vente Totale (la « Date de Cession Finale ») - en fonction du prix payé à cette occasion à la fraction d'Actions de Préférence B cédées lors de chacune desdites dates de transfert.

A la Date de Cession Finale, il sera déterminé, sur la base (i) de la fraction du Prix perçue par les titulaires des Actions de Préférence B lors de chacune des dates de transfert autre que la Date de Cession Finale, en ce compris les Rétrocessions B éventuellement perçues et (ii) de la fraction du Prix due aux titulaires des Actions de Préférence B à la Date de Cession Finale en faisant application de la Répartition Proportionnelle (la « Fraction du Prix Final Théorique B »), si la Condition de Rendement se trouve ou non globalement remplie au titre de la cession de l'intégralité des Actions de Préférence B (sans qu'il soit effectué d'actualisation des sommes perçues en fonction de leur date de versement).

Dans l'hypothèse où ce calcul global mettrait en évidence que la Condition de Rendement a globalement été remplie, les titulaires des Actions de Préférence B seraient alors tenus de restituer immédiatement une partie des différentes Rétrocessions B perçues (l'**« Excédent de la Rétrocession B »**) à ceux des titulaires des actions ordinaires les ayant payées (et, en cas de contestation entre les titulaires d'actions ordinaires sur la répartition des restitutions entre eux, à l'un quelconque d'entre eux, à charge pour lui de les rétrocéder aux autres). L'Excédent de la Rétrocession B sera égal à la différence entre (i) la totalité des sommes reçues par les détenteurs d'Actions de Préférence B au titre de la Vente Totale (en prenant en compte les différentes Rétrocessions B qu'ils auront perçues et la Fraction du Prix Final Théorique B) et (ii) le montant le plus élevé entre (y) le montant qui aurait été globalement perçu par les titulaires d'Actions de Préférence B si l'ensemble du Prix avait été réparti entre les cédants en faisant une stricte application de la Répartition Proportionnelle à chaque date de transfert dans le cadre de la Vente Totale et (z) le montant de la Préférence multiplié par le

nombre total d'Actions de Préférence B cédées dans le cadre de la Vente Totale. A cet effet, l'Excédent de la Rétrocession B sera prélevé en priorité sur la dernière fraction du Prix perçue par les titulaires d'Actions de Préférence B à la Date de Cession Finale et sera reversé par ceux-ci aux titulaires des actions ordinaires ayant payé l'Excédent de la Rétrocession B. Si la dernière fraction du Prix perçue par les titulaires d'Actions de Préférence B à la Date de Cession Finale est insuffisante pour financer la totalité de l'Excédent de Rétrocession B, celui-ci sera limité à cette dernière fraction du Prix.

Dans l'hypothèse où, à l'inverse, ce calcul global mettrait en évidence que la Condition de Rendement n'a globalement pas été remplie, il sera procédé à la Date de Cession Finale en faveur des titulaires des Actions de Préférence B à une Rétrocession B en sus de la ou des Rétrocessions B le cas échéant déjà versées aux dates de transfert antérieures. La Rétrocession B finale sera égale à tout ou partie des sommes globales reçues par les détenteurs d'actions ordinaires dans le cadre du transfert devant intervenir à la Date de Cession Finale, calculée de sorte que les titulaires des Actions de Préférence B aient globalement perçu au titre de la Vente Totale (en ce compris l'ensemble des Rétrocessions B perçues au titre de chacune des dates de transfert, y compris la Date de Cession Finale) un montant aussi proche que possible (et si possible égal) de celui de la Préférence multiplié par le nombre d'Actions de Préférence B cédées dans le cadre de la Vente Totale. Par la suite, les titulaires d'actions ordinaires qui auront procédé à la vente de leurs actions dans le cadre de la Vente Totale feront leur affaire, le cas échéant, de s'indemniser les uns les autres de sorte que la charge de la Rétrocession B globale payée aux titulaires des Actions de Préférence B soit ventilée entre eux au prorata des prix qu'ils auront respectivement perçus au titre de leurs actions ordinaires cédées dans le cadre de la Vente Totale.

#### Cession fractionnée des Actions de Préférence B

- 11.3.3 En cas de vente à un Associé ou à un tiers, quel qu'en soit le motif, d'un nombre d'actions de la Société représentant 50% ou plus du capital social de la Société, incluant une fraction seulement des Actions de Préférence B (la « Fraction Initiale ») (une « Vente Partielle »), le prix de cession total relatif à l'ensemble des actions vendues sera réparti de manière provisoire selon la Répartition Préférentielle, à condition que la Condition de Rendement ne soit pas remplie au titre de la Fraction Initiale.
- 11.3.4 Par la suite, lors de chaque opération de cession ultérieure d'Actions de Préférence B conjointement avec actions ordinaires permettant l'application en tout ou partie de la Répartition Préférentielle, le prix de cession relatif à l'ensemble des actions vendues sera également réparti de manière provisoire selon la Répartition Préférentielle, à condition toutefois que la Condition de Rendement ne soit pas remplie au titre de la fraction d'Actions de Préférence B cédées à chaque opération de cession.
- 11.3.5 Lorsque la dernière Action de Préférence B aura été cédée, il sera déterminé, en fonction des prix perçus à chacune des dates de transfert, si la Condition de Rendement a été ou non globalement remplie au titre de la cession des Actions de Préférence B considérée globalement. Il sera à cet effet fait application *mutatis mutandis* des stipulations du paragraphe 11.3.2.

#### Opérations d'apport ou de fusion

- 11.3.6 Les stipulations du paragraphe 11.3.1 ci-dessus s'appliqueront *mutatis mutandis* à (i) toute opération d'apport à un Associé ou à un tiers d'un nombre d'actions de la Société représentant 50% ou plus du capital social de la Société et (ii) à toute opération de fusion impliquant la Société, à l'exception toutefois des opérations d'apport et de fusion purement

internes au Groupe ou à l'occasion desquelles aucun Associé ou tiers ne vient à prendre le Contrôle de la société bénéficiant de l'apport ou survivant à la fusion

#### 11.4 Liquidation de la Société

11.4.1 En cas de dissolution ou de liquidation amiable ou judiciaire de la Société, le produit de la liquidation disponible après extinction du passif, paiement des frais de liquidation, remboursement de la valeur nominale des actions et tout autre paiement prioritaire imposé par la loi (le "Boni de Liquidation") sera réparti de la manière suivante :

- (a) en premier lieu, une première portion du Boni de Liquidation sera distribuée entre les titulaires d'actions ordinaires et d'Actions de Préférence, proportionnellement au nombre d'actions détenues par chacun d'eux, jusqu'à concurrence d'un montant égal à 10% du Boni de Liquidation ; puis
- (b) en deuxième lieu, une seconde portion du Boni de Liquidation sera, le cas échéant, distribuée aux titulaires d'Actions de Préférence proportionnellement au nombre d'Actions de Préférence qu'ils détiennent respectivement, dans la limite d'un montant égal, pour chaque Action de Préférence, au montant de la Préférence qui lui est applicable diminué de la quote-part du Boni de Liquidation au titre du paragraphe (a) ci-dessus au titre de ladite Action de Préférence ; puis
- (c) en dernier lieu, le solde du Boni de Liquidation, s'il y en a un, sera réparti entre les titulaires d'actions ordinaires, proportionnellement au nombre d'actions ordinaires détenues par chacun d'eux.

11.4.2 Toutefois, par exception, dans le cas où la répartition du Boni de Liquidation entre les Associés au simple prorata des actions détenues par eux (actions ordinaires ou Actions de Préférence) permettrait aux titulaires d'Actions de Préférence de recevoir, pour chaque Action de Préférence, un montant supérieur ou égal à la Préférence, alors la règle de répartition définie au paragraphe 11.4.1 ci-dessus ne sera pas applicable et le Boni de Liquidation sera réparti entre les Associés au simple prorata des actions détenues par eux (actions ordinaires ou Actions de Préférence).

#### 11.5 Conversion des Actions de Préférence B

Les Actions de Préférence B détenues par un titulaire d'Actions de Préférence B seront converties à tout moment en actions ordinaires, selon une parité de conversion d'une (1) action ordinaire pour une (1) Action de Préférence B, sans indemnité ou autre compensation due en faveur dudit titulaire d'Actions de Préférence B, dans les cas suivants :

- (a) à l'initiative de leur titulaire, sur simple notification faite en ce sens à la Société, à condition que cette notification intervienne postérieurement à la plus proche des dates suivantes (i) au jour où il aura été définitivement déterminé qu'aucun Dividende Exceptionnel n'est dû ou (ii) au jour où le Dividende Exceptionnel aura été intégralement versé par la Société ou (iii) le 15 juillet 2016 : en ce cas, la conversion intervient de plein droit dès réception par la Société de la notification ;
- (b) en cas de Transfert d'Actions de Préférence B par ce titulaire en Violation d'un Droit Significatif des Titulaires d'Actions Ordinaires : en ce cas, la conversion des Actions de Préférence B du titulaire fautif intervient de plein droit dès lors que, suite à mise en demeure notifiée au titulaire des Actions de Préférence B concerné d'avoir à régulariser le vice constaté au titre du Transfert irrégulier, cette régularisation ne serait pas intervenue dans un délai de

trente (30) jours suivant la réception de la mise en demeure ;

- (c) en cas de mise en œuvre effective et complète de la Répartition Préférentielle au titre du Transfert de l'ensemble des Actions de Préférence B : en ce cas, la conversion intervient de plein droit après le versement effectif de l'ensemble des paiements dus au titre de la Répartition Préférentielle et le cas échéant du paiement de l'Excédent de Rétrocession B,
- (d) dans l'hypothèse où un titulaire d'Action de Préférence B occupe des fonctions de salarié ou de mandataire social de la Société ou l'une de ses filiales : en ce cas, la conversion intervient de plein droit dès la cessation desdites fonctions (sauf si la cessation résulte du décès, de l'Invalidité ou du départ à la retraite du titulaire ou d'une Démission pour Raison de Santé Sérieuse) ; et
- (e) dans les cas prévus par la loi

En cas de conversion d'une partie seulement des Actions de Préférence B émises initialement, les stipulations relatives à la Répartition Proportionnelle et plus généralement les présents termes et conditions s'appliqueront en référence aux seules Actions de Préférence B n'ayant pas été converties en actions ordinaires.

Pour les besoins du présent article :

- (a) une « **Violation d'un Droit Significatif des Titulaires d'Actions Ordinaires** » signifie une violation avérée et non équivoque par le titulaire d'Actions de Préférence B concerné d'un droit des titulaires d'actions ordinaires prévu aux articles 9.2.1, 9.2.2(b), 9.2.2(d) et 9.2.2(e) du Pacte d'Actionnaires ayant empêché de façon certaine les titulaires d'Actions Ordinaires d'exercer leur droit de préemption de second rang dans les conditions prévues à ces articles. A ce titre, notamment, une omission ou une erreur dans la notification de transfert (*Transfer Notice*) ne portant pas sur le prix ou l'identité de l'acquéreur (*Transferee*) ne sera pas considérée comme une Violation d'un Droit Significatif des Titulaires d'Actions Ordinaires ;
- (b) « **Invalidité** » désigne une invalidité justifiant un classement en deuxième ou troisième catégorie au sens de l'article 341-4 du code de la sécurité sociale ou une incapacité matérielle avérée pour des raisons physique ou mentale soumises aux régimes de protection définis au Titre XI du Livre 1<sup>er</sup> du Code civil ;
- (c) « **Démission pour Raison de Santé Sérieuse** » désigne une démission pour une raison de santé sérieuse propre au titulaire (telle que son Incapacité) ou une démission motivée par l'Incapacité de son époux(se), de la personne avec laquelle il ou elle est lié par un pacte civil de solidarité ou de son ou l'un de ses enfants.

## 11.6 Protection des titulaires d'Actions de Préférence B

Le maintien des droits particuliers conférés aux titulaires d'Actions de Préférence B, qui ont été soumis à l'examen d'un commissaire aux avantages particuliers conformément aux dispositions du Code de commerce, est assuré conformément à la loi pour toute modification juridique susceptible d'affecter ces droits, en particulier .

- (a) conformément à l'article L. 225-99 alinéa 2 du Code de commerce, la décision de l'Assemblée Générale de la Société de modifier les droits des titulaires d'Actions de Préférence B ne sera définitive qu'après approbation par l'Assemblée Spéciale, étant précisé que toute réduction de capital à zéro est constitutive d'une modification des droits attachés aux Actions de

Préférence B de ladite catégorie ,

- (b) conformément à l'article L 228-17 du Code de commerce, en cas de fusion ou de scission, les Actions de Préférence B pourront être échangées contre des actions des sociétés bénéficiaires du transfert de patrimoine comportant des droits particuliers équivalents ou selon une parité d'échange spécifique tenant compte des droits particuliers abandonnés, et, en l'absence d'échange contre des actions conférant des droits particuliers équivalents, la fusion ou la scission sera soumise à l'approbation de l'Assemblée Spéciale.

#### 11.7 Assimilation

Au cas où la Société émettrait ultérieurement de nouvelles Actions de Préférence B jouissant des mêmes droits et entièrement assimilables aux Actions de Préférence B, et sous réserve de l'accord préalable de l'Assemblée Spéciale des titulaires d'Actions de Préférence B, elle pourra unifier, pour l'ensemble de ces Actions de Préférence B, leur régime juridique applicable, auquel cas toutes ces Actions de Préférence B seront régies par les mêmes termes et conditions.

### TITRE III NEGOCIABILITE DES ACTIONS - PROPRIETE DES ACTIONS - TRANSMISSION DES ACTIONS

#### ARTICLE 12 - Négociabilité des actions

Sans préjudice des stipulations extrastatutaires, les actions sont négociables après l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés. En cas d'augmentation du capital, les actions sont négociables à compter de la réalisation de celle-ci.

Les actions demeurent négociables après la dissolution de la Société et jusqu'à la clôture de la liquidation.

#### ARTICLE 13 – Propriété des actions et autres titres de capital

La propriété des actions et des autres Titres résulte de leur inscription en compte individuel au nom de l'Associé ou des Associés titulaires sur les registres que la Société tient à cet effet au siège social. La transmission des actions et des autres titres de capital s'opère à l'égard de la Société et des tiers par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire, sur production d'un ordre de mouvement signé par le cédant ou son mandataire. La Société est tenue de procéder à cette inscription sur un registre tenu chronologiquement, dit « registre des mouvements de titres », et à ce virement dès réception de l'ordre de mouvement enregistré.

#### ARTICLE 14 – Transmission des actions et autres titres de capital

##### 14.1 Définitions

Aux fins des présents Statuts, les termes définis suivants auront le sens qui leur est attribué ci-après :

« Actionnaires » désigne les Associés détenant des actions ordinaires ou des Actions de Préférence de la Société ;

« Associés » désigne les personnes détenant, par voie d'acquisition, de souscription, de donation, d'échange, d'attribution ou de quelque autre manière que soit, des Titres de la Société ;

« Pacte d'Actionnaires » désigne l'accord extrastatutaire conclu entre l'ensemble des Associés de la Société et cette dernière relativement à l'organisation de leurs relations au sein de la Société, tel qu'il pourra être modifié en conformité avec ses termes ;

« **Titres** » signifie toute valeur mobilière émise ou à émettre par la Société, en ce compris les actions ordinaires, les actions de préférence, les bons de souscription d'actions attachés ou non à toute valeur mobilière, les obligations convertibles ou remboursables en actions ou mixtes et, plus généralement, toute valeur mobilière susceptible de donner vocation à une part des profits, du boni de liquidation ou des droits de vote de la Société ou d'entrainer directement ou indirectement une augmentation de capital ou l'émission ou l'attribution de titre(s) donnant vocation, en pleine propriété ou en usufruit, à une part des profits, du boni de liquidation ou des droits de vote de la Société, en ce compris notamment les droits préférentiels de souscription ou droits d'attribution ou valeurs mobilières donnant droit à l'attribution de titres de créances sur la Société ; et

« **Transfert** » signifie toute cession, apport, échange, transmission ou transfert, sous quelque forme que ce soit, direct ou indirect, de Titres et comprend notamment (i) les transferts de droits d'attribution de Titres résultant d'augmentation de capital ou de droits préférentiels de souscription, y compris par voie de renonciation individuelle, (ii) les transferts à titre onéreux ou gratuit (en ce compris les donations et donations-partage), d'adjudication publique ou en vertu d'une décision de justice, (iii) les transferts à cause de décès, sous forme de dation en paiement ou par voie d'échange, de partage, de prêt, de vente à réméré, d'apport en nature, d'apport partiel d'actif, de fusion, de scission ou de tout autre mode de transmission universelle du patrimoine, quelle que soit la forme de la ou des sociétés, par voie de distribution de dividendes, de réduction de capital, ou de liquidation d'une société ou à titre de garantie, (iv) les transferts sous forme de fiducie (notamment un "trust") ou de toute autre manière semblable, (v) les transferts portant sur la propriété, la nue-propriété, l'usufruit ou sur tout autre droit attaché à un Titre, y compris tout droit de vote ou de percevoir des dividendes, ou tout démembrement de propriété, (vi) le nantissement de tout compte de titres financiers où sont inscrits des Titres et plus généralement la remise en garantie de Titres ou l'octroi à un Tiers de droits susceptibles d'en restreindre la jouissance ou la libre disposition ainsi que (vii) tout transfert résultant de la réalisation d'un nantissement. Le verbe « **Transférer** » sera interprété en conséquence.

## 14.2 Restrictions aux Transferts de Titres

Tout Transfert de Titres, à l'exception des Transferts prévus à l'Article 15, sera subordonné au respect des stipulations du Pacte d'Actionnaires.

## ARTICLE 15 – Exclusion d'un Associé

### 15.1 Causes d'exclusion

Tout Manager pourra être exclu de la Société, selon les modalités ci-après exposées, en cas de violation significative, non remédiée dans un délai de trente (30) jours suivant mise en demeure lui étant notifiée en ce sens par un autre Associé, des dispositions de la promesse de vente qu'il a conclue en présence de la Société le 31 juillet 2014 (ensemble, les « Promesses »).

### 15.2 Procédure

En cas de survenance de l'un des événements exposés à l'Article 15.1, le Président du Conseil d'Administration (ou tout membre du Conseil d'Administration) avisera dans un délai de trente (30) jours à compter de la survenance dudit événement ou de la date à laquelle le Conseil d'Administration en aura connaissance, le Manager concerné des circonstances de la mise en œuvre de ladite procédure d'exclusion par lettre recommandée avec accusé de réception ou remise en main propre contre décharge.

L'Associé concerné (ou ses ayants droit) pourra, dans les vingt (20) jours suivant la réception de la lettre mentionnée au paragraphe ci-dessus, transmettre au Président du Conseil d'Administration (ou au membre du Conseil d'Administration lui ayant adressé la notification prévue au paragraphe précédent dans le cas où la procédure d'exclusion sera initiée contre le Président du Conseil d'Administration ou sa société patrimoniale), par lettre recommandée avec avis de réception, ses observations sur la justification de la procédure d'exclusion mise en œuvre à son encontre.

Le Président du Conseil d'Administration (ou tout membre du Conseil d'Administration dans le cas où la procédure d'exclusion sera initiée contre le Président du Conseil d'Administration ou sa société patrimoniale), après avoir exposé les observations formulées par l'Associé concerné (ou ses ayants

droits), soumettra alors à la décision collective des Associés (sauf si l'Associé intéressé - ou ses ayants droit - a regularisé sa situation dans l'intervalle) dans les conditions prévues aux présents statuts, l'exclusion ou le maintien de l'Associé (ou de ses ayants droit) affecté par l'évenement susvisé.

La décision collective des Associés sur l'exclusion ou le maintien dans la Société de l'Associé concerné (ou de ses ayants droit) est une décision extraordinaire et ne peut intervenir qu'après un délai minimum de quinze (15) jours après la notification de la mise en œuvre de la procédure d'exclusion

L'exclusion ou le maintien dans la Société de l'Associé concerné (ou de ses ayants droit) par la décision d'exclusion ou de maintien est confirmée à l'Associé concerné (ou à ses ayants droit) par l'envoi par lettre recommandée avec accusé de réception ou remise en main propre contre décharge de la copie certifiée conforme de l'extrait de procès-verbal de décision des Associés se prononçant sur son exclusion ou son maintien.

### 15.3 Effets

En cas de décision d'exclusion, l'Associé concerné (ou ses ayants droit) est tenu de céder l'ensemble des Titres émis par la Société qu'il détient à toute(s) personne(s) désignée(s) par la collectivité des Associés dans la décision d'exclusion ou, à défaut, dans toute nouvelle décision prise dans un délai de trois (3) mois à compter de la décision d'exclusion.

En cas de survenance d'un événement visé à l'Article 15.1, l'Associé exclu (ou ses ayants droit) a droit à l'indemnisation de ses Titres, payable par le ou les cessionnaires desdits Titres, pour un montant déterminé conformément à la méthode de valorisation définie dans la Promesse signée par l'Associé considéré applicable en cas de cessation de fonctions fautive (Article 4.1(a)).

En cas de contestation sur le montant de l'indemnisation déterminé conformément aux stipulations qui précédent, ce montant sera déterminé par un expert désigné soit par la collectivité des Associés, soit, par ordonnance du Président du Tribunal de commerce de Paris sur simple requête de l'Associé le plus diligent. L'expert agira conformément aux dispositions de l'article 1592 du Code civil. L'expert notifiera son rapport à chacun des Associés dans un délai de trente (30) jours à compter de sa désignation. Dans les cinq (5) jours ouvrés de la désignation de l'expert, l'Associé exclu (ou ses ayants droit) d'une part et le ou les cessionnaires d'autre part devront se notifier les uns aux autres leur estimation de bonne foi du montant de l'indemnisation, déterminé conformément à la méthode de valorisation définie dans la Promesse signée par l'Associé considéré. Le montant le moins élevé ayant été ainsi notifié dans ce délai (ou, en cas de carence d'une partie dans la notification de cette estimation, le seul montant ainsi notifié dans ce délai) sera ci-après désigné « l'Indemnisation Provisoire ».

Nonobstant la désignation d'un expert chargé de déterminer le montant définitif de l'indemnisation, le transfert de propriété des Titres de l'Associé exclu interviendra le cinquième (5<sup>ème</sup>) jour ouvré suivant la détermination de l'Indemnisation Provisoire, par (i) le versement par le ou les cessionnaires de l'Indemnisation Provisoire à l'Associé exclu (ou ses ayants droit) et (ii) le transfert dans les registres de la Société des Titres en faveur du ou des cessionnaires sur remise par l'Associé exclu (ou ses ayants droit) des ordres de mouvement correspondants. A défaut pour l'Associé exclu de remettre les ordres de mouvement dûment régularisés à cette date, le Président du Conseil d'Administration (ou tout membre du Conseil d'Administration dans le cas où la procédure d'exclusion sera initiée contre le Président du Conseil d'Administration ou sa société patrimoniale) pourra procéder à la régularisation des cessions et aux inscriptions en compte sur ses simples déclarations.

Il est expressément convenu que l'expert ne pourra remettre en cause les comptes consolidés ayant servi de base pour le calcul du montant de l'indemnisation, et sera tenu d'appliquer la méthode de calcul retenue en application des dispositions de la Promesse applicable visée à l'Article 15.1.

Le montant de l'indemnisation tel que déterminé par l'expert liera définitivement les parties et ne sera susceptible d'aucun recours, sauf erreur grossière ou manifeste. Dans la mesure où ce montant serait différent de l'Indemnisation Provisoire, la différence devra être versée, au plus tard le cinquième (5<sup>ème</sup>) jour ouvré suivant la date du rapport de l'expert, par le ou les cessionnaires à l'Associé exclu (ou ses

ayants droit) lorsque l'indemnisation définitive fixée par l'expert excède l'Indemnisation Provisoire, ou par l'Associé exclu (ou ses ayants droit) au(x) cessionnaire(s) lorsque l'indemnisation définitive fixée par l'expert est inférieure à l'Indemnisation Provisoire

Les frais de détermination du montant du remboursement seront supportés par moitié par l'Associé exclu (ou ses ayants droit) d'une part et par le ou les cessionnaires d'autre part

A compter de la date de la décision de son exclusion, l'Associé concerne (ou ses ayants droit) sera privé de ses droits non pécuniaires dans la Société aussi longtemps qu'il n'aura pas été procédé à la cession de ses (ou de leurs) Titres

## TITRE IV **ADMINISTRATION ET DIRECTION DE LA SOCIETE - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET SES DIRIGEANTS - COMMISSAIRES AUX COMPTES**

### ARTICLE 16 – Président de la Société

La Société est représentée, dirigée et administrée par un Président, conformément aux dispositions de l'article L. 227-6 du Code de Commerce, assisté le cas échéant d'un ou plusieurs Directeurs Généraux.

#### **16.1 Nomination**

Le Président peut être une personne physique ou morale, Associée ou non de la Société.

Lorsqu'une personne morale est nommée Président, les dirigeants de ladite personne morale sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourrent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Président en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent

Le Président est nommé par le Conseil d'Administration. Il est révocable de ses fonctions de Président pour justes motifs par le Conseil d'Administration.

La rémunération du Président est fixée par le Conseil d'Administration.

#### **16.2 Durée des fonctions**

Le mandat du Président aura une durée de cinq (5) années, indéfiniment renouvelable.

Les fonctions du Président prennent fin par l'arrivée du terme, le décès, l'incapacité, l'interdiction, l'empêchement, la révocation ou la démission.

#### **16.3 Pouvoirs**

Le Président représente la Société et dispose des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom et pour le compte de la Société, dans les limites de son objet social et sous réserve des Décisions Stratégiques soumises à l'autorisation préalable du Conseil d'Administration ou des décisions relevant de la compétence exclusive de la collectivité des Actionnaires en application des dispositions de l'article L. 227-9 du Code de commerce et des présents Statuts.

Dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social ou par les Décisions Stratégiques telles que définies ci-dessous qui n'ont pas été soumises à l'autorisation préalable du Conseil d'Administration en violation des présents Statuts, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou n'avait pas reçu l'autorisation préalable du Conseil d'Administration ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des Statuts suffise à constituer cette preuve.

Toutefois, les décisions visées ci-dessous relatives à la Société ou à ses Filiales Principales, à moins qu'elles n'aient été spécifiquement visées dans un budget annuel dûment approuvé par le Conseil d'Administration dans les conditions du paragraphe (q) ci-dessous - ne pourront être adoptées par la Société ou ses Filiales Principales, ni mises en œuvre par le Président ou, le cas échéant, par un Directeur Général ou la collectivité des Actionnaires, sans avoir été préalablement autorisées par délibération expresse du Conseil d'Administration :

- (a) l'acquisition, la cession, l'apport, le transfert, la location ou la mutation de tout élément figurant à l'actif de la Société ou d'une Filiale Principale d'une valeur individuelle ou cumulée (annuelle) supérieure à 350.000 euros , étant précisé qu'en cas de dépassement du seuil cumulé mentionné ci-dessus, seuls les acquisitions, cessions, apports, transferts ou locations d'une valeur individuelle supérieure à 75.000 euros devront être préalablement approuvés par le Conseil d'Administration ;
- (b) l'octroi de toute charge, garantie ou autre sûreté sur tout élément figurant à l'actif de la Société ou d'une Filiale Principale d'une valeur individuelle ou cumulée (annuelle) supérieure à 350.000 euros ; étant précisé qu'en cas de dépassement du seuil cumulé mentionné ci-dessus, seul l'octroi de toute charge, garantie ou autre sûreté d'une valeur individuelle supérieure à 75.000 euros devra être préalablement approuvé par le Conseil d'Administration ;
- (c) tout transfert de propriété ou concession de licence de droits de propriété intellectuelle nécessaires à l'activité de la Société ou d'une Filiale Principale ;
- (d) initiation de toute action contentieuse, conclusion de toute transaction mettant un terme à un litige ou abandon de tout litige administratif, judiciaire ou arbitral si l'enjeu financier global est supérieur à 2% du chiffre d'affaires de la Société ou de la Filiale Principale concernée ou à 100.000 euros, à l'exception des litiges avec un Associé autre qu'un Manager ;
- (e) conclusion, amendement, renouvellement, non-renouvellement ou résiliation de tout accord comportant un enjeu financier supérieur à 250.000 euros et qui ne ressort pas au cours normal des affaires, étant toutefois précisé que la conclusion, l'amendement, le renouvellement, le non-renouvellement ou la résiliation de tout contrat client sera toujours réputé comme ressortissant au cours normal des affaires de la Société ou d'une Filiale Principale ;
- (f) toute opération de restructuration juridique du groupe en ce compris toute création, dissolution, fusion ou réorganisation de la Société ou d'une Filiale Principale, scission, opération d'apport partiel d'actifs, acquisition ou cession de toute participation ;
- (g) ouverture ou fermeture de tout bureau, de toute succursale ou de tout autre établissement, en compris l'acquisition d'un fonds de commerce, impliquant un investissement initial de plus de 250.000 euros ;
- (h) création d'une filiale de la Société ou d'une Filiale Principale (i) impliquant un investissement initial de plus de 250.000 euros, (ii) dans laquelle la Société ou une Filiale Principale détient directement ou indirectement moins de 50,1% du capital ou (iii) dans laquelle un Manager est directement ou indirectement actionnaire (autrement que par sa participation au capital de la Société) ;
- (i) toute émission, souscription, remboursement anticipé, division, réunion, échange ou annulation de Titres par la Société ou une filiale de la Société ;
- (j) toute Transfert de Titres émis par une filiale de la Société ;
- (k) toute mise en place ou modification d'un compte courant d'actionnaires par la Société, par une Filiale Principale ou par toute autre filiale de la Société ou en faveur de la Société, d'une Filiale Principale ou toute autre filiale de la Société;

- (l) émission, attribution ou modification des termes de plans de d'option d'attribution ou de souscription d'actions, d'actions gratuites, de bons de souscription d'actions, de bons de souscription de parts de créateur d'entreprise ou de tout autre mécanisme de motivation assis sur des Titres en faveur des employés ou mandataires sociaux de la Société ou d'une de ses filiales ou de tiers ;
- (m) nomination, licenciement ou révocation de tout Manager au titre de ses fonctions de mandataire social ou d'employé (et non de membre du Conseil d'Administration, le cas échéant) ; toute modification de la rémunération annuelle totale de l'ensemble des Managers excédant 5% par exercice ;
- (n) toute décision concernant l'application ou la levée de l'obligation de non-concurrence d'un Manager ;
- (o) nomination ou révocation du président du Conseil d'Administration ;
- (p) nomination ou révocation de tout mandataire social de la Société, d'une Filiale Principale ou de toute autre filiale de la Société dans laquelle la Société a le pouvoir de nommer un mandataire autre qu'un Manager ; toute modification de sa rémunération annuelle totale excédant 5% par exercice ;
- (q) approbation ou modification du budget annuel (consolidé, pour la Société et chaque Filiale Principale) ;
- (r) recrutement ou licenciement de tout employé de la Société ou d'une Filiale Principale dont le salaire excéde 80% de la rémunération annuelle totale du Président de la Société ou de la Filiale Principale concernée ou 120.000 euros ; toute modification significative de sa rémunération ;
- (s) arrêté des comptes sociaux et consolidés de la Société et de ses filiales (consolidées ou non) ;
- (t) nomination ou révocation des commissaires aux comptes de la Société ou d'une Filiale Principale ;
- (u) modification des principes comptables appliqués par la Société ou une Filiale Principale, sauf modification rendue obligatoire par l'évolution de la réglementation ;
- (v) toute décision nécessitant l'autorisation préalable des établissements financiers avec lesquels la Société ou une Filiale Principale a conclu des contrats de financement, ou qui, à défaut d'une telle autorisation préalable, pourrait entraîner un remboursement anticipé aux termes de ces contrats de financement ;
- (w) conclusion de tout prêt, avance, crédit-bail, ligne de crédit et plus généralement, tout engagement auprès d'un établissement financier pour un montant unitaire ou agrégé supérieur à 500.000 euros ;
- (x) conventions conclues (ou modification de telles conventions) directement ou indirectement entre, d'une part, la Société et/ou une Filiale Principale et, d'autre part, un Manager, un membre du Conseil d'Administration ou un Associé, ou toute personne de leur famille ou affilié à cet Associé (étant précisé que le ou les membres du Conseil d'Administration intéressés ne pourront pas prendre part au vote) ;
- (y) modification des statuts de la Société ou d'une Filiale Principale ;
- (z) nomination d'un intermédiaire financier et des conseils de la Société pour toute nouvelle levée de capitaux, pour une introduction en bourse ou pour une cession totale de la Société ;

- (aa) tant que la dette contractée par la Société au jour de la conclusion du Pacte d'Actionnaires ne sera pas remboursée : distribution de dividendes, d'acomptes sur dividende ou de réserves ;
- (bb) lorsque la dette contractée par la Société au jour de la conclusion du Pacte d'Actionnaires sera remboursée : distribution d'acomptes sur dividende ou de réserves ;
- (cc) conclusion de tout accord de *joint-venture* ou opération de rapprochement capitalistique ;
- (dd) décision d'abandon de créance pour un montant unitaire supérieur à 1% du chiffre d'affaires de la Société ou de la Filiale Principale concernée ;
- (ee) toute décision relative à l'initiation ou la continuation d'une procédure de liquidation amiable, de sauvegarde ou de dissolution d'une entité du groupe, à moins que cette décision ne soit imposée par la loi ou les règlements applicables , et
- (ff) toute décision relative à une filiale de la Société générant un conflit d'intérêts pour tout membre du Conseil d'Administration ou tout Manager étant un associé direct ou indirect de cette filiale,

(ensemble, les « Décisions Stratégiques »).

Aux fins des présentes :

« Filiale Principale » désigne toute entité dont la Société détient le contrôle, directement ou indirectement (au sens de l'article L.233-3 I du code de commerce) ;

« Manager » désigne tout mandataire social ou employé de la Société ou d'une Filiale Principale étant un Associé de la Société.

#### ARTICLE 17 – Directeurs Généraux

Le Président peut se faire assister par un ou plusieurs Directeurs Généraux, personnes physiques ou morales, Associés ou non de la Société.

Le mandat des Directeurs Généraux aura une durée de trois (3) années, indéfiniment renouvelable.

Les Directeurs Généraux sont nommés par le Conseil d'Administration sur proposition du Président. Sur proposition du Président, ils sont révocables de leurs fonctions pour justes motifs par le Conseil d'Administration.

Les autres stipulations relatives au statut du Président, sa rémunération et la cessation de ses fonctions s'appliqueront *mutatis mutandis* aux Directeurs Généraux.

Sauf limitations fixées par la décision qui les nomme ou par une décision ultérieure, les Directeurs Généraux disposent des mêmes pouvoirs que le Président et sont sujets aux mêmes restrictions, notamment concernant le rôle du Conseil d'Administration.

#### ARTICLE 18 – CONSEIL D'ADMINISTRATION

##### 18.1 Composition

Le Conseil d'Administration est composé de cinq (5) membres nommés par l'Assemblée Générale.

L'Assemblée Générale pourra révoquer *ad nutum* et/ou remplacer chacun des membres du Conseil d'Administration.

Le mandat des membres du Conseil d'Administration a une durée de quatre (4) années, indéfiniment renouvelable.

Les membres du Conseil d'Administration peuvent être des personnes physiques ou des personnes morales. Les membres personnes morales doivent, lors de leur nomination, désigner un représentant permanent qui est soumis aux mêmes conditions et obligations et qui encourt les mêmes responsabilités que s'il était membre en son nom propre, le tout sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il représente. Lorsque la personne morale membre du Conseil d'Administration met fin au mandat de son représentant permanent, elle doit notifier sans délai à la Société, par lettre recommandée, sa décision ainsi que l'identité de son nouveau représentant permanent. Il en est de même en cas de décès ou de démission du représentant permanent.

Tout ou partie des membres du Conseil d'Administration peuvent être rémunérés sur décision de l'Assemblée Générale.

## 18.2 Président du Conseil d'Administration

Un président du Conseil d'Administration est élu parmi les membres du Conseil d'Administration à la majorité simple. La durée des fonctions du président du Conseil d'Administration est identique à celle de son mandat de membre du Conseil d'Administration. Le Président de la Société peut exercer concomitamment les fonctions de président du Conseil d'Administration.

Le président du Conseil d'Administration est révocable à tout moment sur vote du Conseil d'Administration.

Le président du Conseil d'Administration représente le Conseil d'Administration. Il organise et dirige les travaux de celui-ci. Il veille au bon fonctionnement des organes de la Société et s'assure, en particulier, que les membres du Conseil d'Administration sont en mesure de remplir leur mission.

En cas d'absence ou d'empêchement du président du Conseil d'Administration, le Conseil d'Administration désigne le président de la réunion.

## 18.3 Compétence et fonctionnement

Le Conseil d'Administration détermine les orientations stratégiques de la Société et supervise leurs mises en œuvre.

Le Conseil d'Administration est compétent pour approuver les Décisions Stratégiques ainsi que toute question autrement visée par les Statuts ou qui lui est soumise par la personne le convoquant ou par l'un quelconque de ses membres.

Il se réunit aussi souvent que l'intérêt social le requiert, et au moins une fois tous les trois (3) mois. Il est convoqué soit par le Président de la Société, soit par le président du Conseil d'Administration, soit par tout autre membre du Conseil d'Administration, par tout moyen écrit (y compris par voie de message électronique ou télécopie), au moins cinq (5) jours à l'avance, ce délai de convocation pouvant être réduit avec l'accord de tous les membres du Conseil d'Administration. La convocation est accompagnée de tous documents nécessaires ou utiles pour l'appréciation des décisions ou informations qui seront soumises au Conseil d'Administration. L'ordre du jour est arrêté par l'auteur de la convocation. Cependant, l'ordre du jour peut être modifié au moment de la réunion si tous les membres du Conseil d'Administration sont présents, réputés présents ou représentés.

Les réunions se tiennent physiquement, par téléphone, par visioconférence ou par voie de consultation écrite.

Chaque membre du Conseil d'Administration peut se faire représenter par tout autre membre du Conseil d'Administration, étant spécifié que le nombre de mandats de représentation dont peut bénéficier un membre n'est pas limité.

S'ils n'en sont pas membres, le président du Conseil d'Administration peut inviter le Président et/ou tout Directeur Général à assister aux réunions du Conseil d'Administration, sans voix délibérative. Le Conseil d'Administration peut encore décider sur décision prise à la majorité simple d'inviter toute autre personne à assister aux réunions du Conseil d'Administration, sans voix délibérative.

Les membres du Conseil d'Administration, les censeurs ainsi que toute personne appelée à assister aux réunions du Conseil d'Administration, sont tenus de préserver la confidentialité des débats et des informations non publiques auxquelles ils auront accès à cette occasion. Il est toutefois précisé que cette obligation ne s'opposera pas à la communication d'informations confidentielles aux Associés de la Société, l'obligation de discrétion stipulée au présent paragraphe s'appliquant également à tous les Associés et leurs représentants.

#### 18.4 Quorum - Majorité

Le Conseil d'Administration ne délibère valablement que si au moins trois (3) membres du Conseil d'Administration sont présents ou représentés.

Chacun des membres du Conseil d'Administration dispose d'une voix délibérative. En cas d'égalité des voix, celle du président du Conseil d'Administration sera prépondérante.

Les décisions du Conseil d'Administration sont prises à la majorité simple des membres présents, réputés présents ou représentés.

La Société remboursera aux membres du Conseil d'Administration les frais de déplacement raisonnables engagés aux fins de participer aux réunions du Conseil d'Administration ou au titre de leurs missions spécifiques en qualité d'administrateur ou de censeur, sur présentation des justificatifs correspondants.

#### 18.5 Censeurs

Le Conseil d'Administration peut, à la majorité simple de ses membres, nommer un maximum de quatre (4) censeurs, disposant du droit de participer, sans voix délibérative, aux réunions du Conseil d'Administration.

#### 18.6 Procès-verbaux

Les délibérations du Conseil d'Administration sont retranscrites et constatées dans des procès-verbaux établis par le président du Conseil d'Administration et signés par deux autres (2) membres présents ou représentés, au plus tard dans le mois suivant la tenue de la réunion du Conseil d'Administration.

De plus, dans le cas où un membre du Conseil d'Administration n'aurait pu assister à une réunion régulièrement convoquée, le président du Conseil d'Administration devra lui faire parvenir dans les huit (8) jours qui suivent cette réunion l'intégralité des documents d'information qu'il aura établis et remis à chaque membre du Conseil d'Administration lors de cette réunion.

### ARTICLE 19 – Conventions entre la Société et ses dirigeants

Les conventions définies à l'article L. 227-10 du Code de commerce sont soumises aux formalités de contrôle prévues par ledit article.

Les commissaires aux comptes ou, à défaut, le Président présente à la collectivité des Actionnaires un rapport sur la conclusion et l'exécution des conventions au cours de l'exercice écoulé.

La collectivité des Actionnaires statue sur ce rapport lors de la décision collective statuant sur les comptes de cet exercice.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et éventuellement pour le Président et les autres dirigeants d'en supporter les éventuelles conséquences dommageables pour la Société.

Les conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales ne sont pas soumises à la procédure susvisée.

## ARTICLE 20 - Commissaires aux comptes

La collectivité des Actionnaires désigne, lorsque cela est obligatoire en vertu des dispositions légales et réglementaires, pour la durée, dans les conditions et avec la mission fixée par la loi, notamment en ce qui concerne le contrôle des comptes sociaux et consolidés, un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires et un ou plusieurs commissaires aux comptes suppléants

Les commissaires aux comptes doivent être invités à participer à toutes les décisions collectives dans les mêmes conditions que les Actionnaires

## TITRE V DECISIONS COLLECTIVES DES ACTIONNAIRES

### ARTICLE 21 – Compétence de la collectivité des Actionnaires

Outre ce qui est prévu par la loi, la collectivité des Actionnaires est seule compétente pour prendre les décisions suivantes :

- **Décisions à caractère ordinaire :**
  - approbation des comptes annuels et affectation du résultat ;
  - distribution de réserves ;
  - nomination et révocation des commissaires aux comptes ;
  - approbation des conventions définies à l'article L. 227-10 du Code de commerce ;
  - rachat d'actions de la Société ;
  - nomination et révocation des membres du Conseil d'Administration ; et
  - affectation de jetons de présence aux membres du Conseil d'Administration,
- **Décisions à caractère extraordinaire :**
  - augmentation, amortissement et réduction du capital social ;
  - toute émission de valeurs mobilières par la Société ;
  - plan d'options de souscription ou d'achat d'actions, d'actions gratuites ou tout autre mécanisme d'intéressement du personnel et/ou des mandataires sociaux assis sur les titres de la Société ;
  - fusion, scission ou apport partiel d'actif ;
  - transfert du siège social ;
  - transformation de la Société ;
  - dissolution et liquidation de la Société ;
  - exclusion d'un Associé conformément aux stipulations de l'article 15 ;
  - approbation des décisions visées à l'article L. 227-19 du Code de commerce ; et

- toute autre décision ayant pour objet ou pour effet de modifier les présents Statuts

## ARTICLE 22 - Quorum - Règles de majorité

### 22.1 Règles générales

Chaque Actionnaire a le droit de participer aux décisions collectives par lui-même ou en donnant mandat à tout Associé.

Chaque action, ordinaire ou Action de Préférence, donne droit à une voix.

Le droit de vote attache aux actions est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent

Pour toute décision collective, le quorum est atteint dès lors qu'un nombre d'Actionnaires représentant au moins 75% des droits de vote participe personnellement ou par mandataire à la décision collective

### 22.2 Majorité applicable aux décisions à caractère ordinaire

Les décisions à caractère ordinaire sont adoptées à la majorité simple des voix dont disposent les Actionnaires présents ou représentés.

### 22.3 Majorité applicable aux décisions à caractère extraordinaire

Les décisions à caractère extraordinaire sont adoptées à la majorité des deux-tiers (2/3) des voix dont disposent les Actionnaires présents ou représentés.

Par exception, les décisions visées à l'article L. 227-19 du Code de commerce ou celle relative à la liquidation volontaire et à la dissolution de la Société doivent être prises à l'unanimité des Actionnaires.

## ARTICLE 23 – Modalités des décisions collectives

Les décisions collectives sont prises sur convocation ou à l'initiative du Président, du président du Conseil d'Administration, du Conseil d'Administration lui-même ou de tout Actionnaire représentant plus de vingt-cinq pourcent (25%) du capital de la Société, soit en assemblée générale, soit par consultation écrite ou téléconférence.

Elles peuvent aussi résulter du consentement de tous les Actionnaires exprimé dans un acte sous seings privés. Dans ce cas, les commissaires aux comptes, s'il en est désigné, sont avisés de la signature de tout acte unanime des Actionnaires dans les mêmes formes et délais que les Actionnaires.

Tous moyens de communication, notamment télécopies, courriers électroniques, peuvent être utilisés pour les consultations écrites.

Les décisions collectives statuant sur les comptes sociaux sont obligatoirement prises en assemblée. Sont également prises en assemblée les décisions soumises aux Actionnaires à l'initiative du commissaire aux comptes ou d'un mandataire désigné par justice.

Pendant la période de liquidation de la Société, les décisions collectives sont prises sur convocation ou à l'initiative du Liquidateur.

L'ordre du jour est arrêté par l'auteur de la convocation.

Tout Actionnaire a le droit de participer aux Assemblées Générales, personnellement ou par mandataire (lequel ne peut être qu'un autre Associé), quel que soit le nombre d'actions qu'il possède. Il doit justifier de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective

Les décisions de l'Assemblée Générale sont répertoriées dans un registre coté et paraphé

Si la Société dispose de commissaires aux comptes, ceux-ci doivent être invités à participer à toute décision collective, en même temps et dans la même forme que les Actionnaires.

#### ARTICLE 24 – Modalités des décisions collectives

##### **24.1 Tenue d'une Assemblée Générale**

Les Actionnaires se réunissent en assemblée au siège social ou en tout autre lieu mentionné dans la convocation.

La convocation est effectuée par écrit, au moins quinze (15) jours avant la date prévue de l'assemblée. Elle indique l'ordre du jour. Toutefois, l'assemblée peut se réunir sur convocation verbale et sans délai si tous les Actionnaires sont présents et y consentent. Les commissaires aux comptes, s'il en est désigné, sont convoqués dans les mêmes formes et délais que les Actionnaires.

L'assemblée est présidée par le président du Conseil d'Administration ou, en son absence, par le Président ou par un Actionnaire désigné par l'Assemblée Générale.

Les Actionnaires peuvent se faire représenter aux délibérations de l'assemblée par un autre Associé. Les pouvoirs peuvent être donnés par tous moyens écrits et notamment par télécopie.

Sauf exceptions légales, sont réputés présents à l'Assemblée Générale les Actionnaires y assistant par tous moyens de télécommunication permettant l'identification tels que la téléconférence ou la visioconférence.

Le président de séance établit un procès-verbal des délibérations devant contenir les mentions prévues à l'article 25 ci-après.

##### **24.2 Consultations écrites**

En cas de consultation écrite, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des Actionnaires sont adressés à chacun d'eux, par lettre recommandée avec avis de réception.

Chaque Actionnaire dispose d'un délai de quinze (15) jours à compter de l'envoi de ces documents pour émettre son vote, sur chaque résolution, par "oui" ou par "non".

La réponse est adressée au siège social par lettre recommandée avec avis de réception, à l'attention du président du Conseil d'Administration.

L'Actionnaire n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus est considéré comme ayant voté en défaveur des résolutions proposées. La consultation est relatée dans un procès-verbal établi par le président du Conseil d'Administration et auquel sont annexées, le cas échéant, les réponses des Actionnaires.

Les commissaires aux comptes, s'il en est désigné, sont avisés de toute consultation écrite des Actionnaires dans les mêmes formes et délais que les Actionnaires.

##### **24.3 Téléconférence téléphonique ou audiovisuelle**

Lors des réunions par voie de téléconférence téléphonique ou audiovisuelle, la convocation est faite par tous moyens écrits en ce compris par télécopie ou courrier électronique, quinze (15) jours au moins avant la date de la réunion. L'ordre du jour doit être indiqué, ainsi que la manière dont les Actionnaires peuvent prendre part à la réunion.

Ces moyens doivent transmettre au moins la voix des participants et satisfaire à des caractéristiques techniques permettant la retransmission continue et simultanée des délibérations.

Les commissaires aux comptes, s'il en est désigné, sont informés de la téléconférence téléphonique ou audiovisuelle dans les mêmes conditions et délais que les Actionnaires.

#### ARTICLE 25 - Procès-verbaux des décisions collectives

Les décisions collectives des Actionnaires, prises en assemblées générales ou par consultation écrite, sont constatées par des procès-verbaux qui indiquent le mode de consultation, le lieu et la date de la réunion, le texte des résolutions mises aux voix et le résultat des votes, et contiennent le cas échéant en annexe les réponses des Actionnaires. Les procès-verbaux sont signés par le président de séance et le secrétaire.

Lorsque les décisions sont prises par voie de téléconference téléphonique ou audiovisuelle, le président du Conseil d'Administration ou l'Actionnaire à l'initiative de cette consultation établit, dans un délai de quatorze (14) jours, à compter de la téléconférence, le procès-verbal de séance après avoir indiqué le texte des résolutions, le résultat du vote pour chaque résolution. Le président du Conseil d'Administration ou l'Actionnaire à l'initiative de cette consultation signe ce procès-verbal dont il adresse une copie par tous moyens écrits, en ce compris par télécopie ou courriel, à chacun des Actionnaires.

En cas de décision collective résultant du consentement des Actionnaires exprimé dans un acte, cet acte doit mentionner les documents et informations communiqués préalablement aux Actionnaires. Il est signé par tous les Actionnaires et retranscrit sur le registre spécial ou sur les feuilles mobiles numérotées visés ci-dessus.

Les procès-verbaux sont reportés sur un registre côté et paraphé, ou sur des feuilles mobiles numérotées.

#### ARTICLE 26 - Information préalable des Actionnaires

Lorsque les décisions collectives doivent être prises en application de la loi sur le ou les rapports du Président et/ou des commissaires aux comptes, le ou les rapports doivent être communiqués aux Actionnaires dans un délai suffisant avant la date de la prise de décision.

Les Actionnaires peuvent à toute époque mais sous réserve de ne pas entraver la bonne marche de la Société, consulter au siège social, et, le cas échéant prendre copie, pour les trois derniers exercices, des registres sociaux, de l'inventaire et des comptes annuels, du tableau des résultats des cinq derniers exercices, des comptes consolidés, s'il y a lieu, des rapports de gestion du Président et des rapports des commissaires aux comptes.

### TITRE VI EXERCICE SOCIAL - COMPTES ANNUELS - AFFECTATION DES RESULTATS

#### ARTICLE 27 - Exercice social

L'exercice social commence le 1<sup>er</sup> janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

#### ARTICLE 28 - Etablissement et approbation des comptes annuels

Le Président établit les comptes annuels de l'exercice et le rapport de gestion, qu'il soumet au Conseil d'Administration afin de les arrêter.

Dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice, la collectivité des Actionnaires doit statuer sur les comptes annuels, au vu du rapport de gestion et des rapports du commissaire aux comptes, le cas échéant.

Lorsque des comptes consolidés sont établis, ils sont présentés avec le rapport de gestion du groupe et les rapports du commissaire aux comptes, le cas échéant.

## ARTICLE 29 - Affectation et répartition des résultats

29.1. Sous réserve des droits et obligations spécifiques attachés aux Actions de Préférence, toute action donne droit à une part nette proportionnelle à la quote-part du capital qu'elle représente, dans les bénéfices et réserves ou dans l'actif social, au cours de l'existence de la Société, comme en cas de liquidation.

29.2. Après approbation des comptes et constatation de l'existence d'un bénéfice distribuable, les Actionnaires décident sa distribution, en totalité ou en partie, ou son affectation à un ou plusieurs postes de réserves dont ils règlent l'affectation et l'emploi.

Un acompte à valoir sur le dividende d'un exercice peut être mis en distribution dans les conditions prévues aux articles L. 232-12 et R. 232-17 du Code de commerce.

29.3. La collectivité des Actionnaires peut décider la mise en distribution de toute somme prélevée sur le report à nouveau bénéficiaire, sur les réserves disponibles ou sur les primes en indiquant expressément les postes de réserves ou de primes sur lesquels ces prélèvements sont effectués.

Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

La collectivité des Actionnaires ou, sur délégation, le Président fixe les modalités de paiement des dividendes.

En tout état de cause, la mise en paiement des dividendes en numéraire doit intervenir dans un délai maximal de neuf (9) mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation par autorisation de justice.

La collectivité des Actionnaires a la faculté d'accorder à chaque Actionnaire, pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividendes, une option entre le paiement du dividende ou des acomptes sur dividendes en numéraire ou en actions.

## TITRE VII DISSOLUTION - LIQUIDATION DE LA SOCIETE

### ARTICLE 30 – Prorogation

Un an au moins avant la date d'expiration de la Société, le Président doit provoquer une décision de la collectivité des Actionnaires à l'effet de décider, dans les conditions requises pour la modification des Statuts, si la Société doit être prorogée.

### ARTICLE 31 - Dissolution - Liquidation de la Société

La Société est dissoute dans les cas prévus par la loi ou en cas de dissolution anticipée décidée par décision de la collectivité des Actionnaires.

La décision de la collectivité des Actionnaires qui constate ou décide la dissolution nomme un ou plusieurs liquidateurs.

Le liquidateur, ou chacun d'eux s'ils sont plusieurs, représente la Société. Il dispose des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers sociaux et à répartir le solde disponible entre les Actionnaires.

Les Actionnaires peuvent autoriser le liquidateur à continuer les affaires sociales en cours et à en engager de nouvelles pour les seuls besoins de la liquidation.

Le produit net de la liquidation, après apurement du passif, est employé au remboursement intégral du capital libéré et non amorti des actions.

Le surplus, s'il en existe, est réparti entre les Actionnaires proportionnellement au nombre d'actions de chacun d'eux, sous réserve des droits et obligations spécifiques attachés aux Actions de Préférence.

Les pertes, s'il en existe, sont supportées par les Actionnaires jusqu'à concurrence du montant de leurs apports.

## TITRE VIII **CONTESTATIONS**

### **ARTICLE 32 – Contestations**

Toutes les contestations entre les Associés et/ou la Société relatives aux affaires sociales pendant la durée de la Société ou de sa liquidation, seront dans la mesure du possible réglées à l'amiable dans un délai de trente (30) jours à compter de leur survenance.

En cas d'absence d'accord passé ce délai, la personne la plus diligente saisira les tribunaux du ressort du siège de la Société.



AND

6. LABELIUM,  
organized un  
share capital e  
address is at  
registered in  
registry unde

against  
(the "C

— the sub  
Shareholders  
the equi  
Labeliu

— the ente  
providing  
warranties  
the prim

Methodology  
attached hereto  
total Contribution  
hundred thousand  
euros and  
4,493,031.49

## 2. CONSIDERATION

- Subject to the  
conditions set  
Contribution

### **3. COMPLETION**

- The Contribution completed on shareholders' extraordinary approve and subject to the set forth in

## 4.2 Representations

## **4.3 Representation**

The Parties represent each other that they have no rights, or other similar rights, under the Delaware General Corporation Law or any documents of Label1.

being made  
exemptions  
applicable s  
upon the  
agreements  
this Agreement  
acknowledged  
been approved  
States Security  
or any other  
agency, nor

incorporation  
transferred  
therewith. L  
to give effect  
Securities e  
foregoing re

- The Benefi  
Labelium U.  
sell the Sec  
any form of e

**ABSENCE  
REGISTER  
THE SH  
OPINION  
REGISTER  
SUCH S  
ADDITION  
PROVID  
AGREE**

extract of this Agreement, and the authority to make publications, registrations, notifications, in particular, any such notification with the *(greffe du Tribunal)* or other competent public authority.

(d) Costs and expenses

Any commission, fee or expense

(i) Languages

This Agreement is  
French languages for  
other formalities; in case  
English version shall





Considering an average  
equal to 1.328, the  
hereby set to EUR

Consequently, after  
Share is valued EUR  
Agreement.













AND

6. **LABELIUM**,  
organized un  
share capital  
address is at  
registered in  
registry unde

organiza  
(the "Co

- the sub  
Shareho  
the equ  
Labeliu

- the ente  
providin  
warrant  
the prin

Methodology  
attached hereto  
total Contribution  
hundred million  
euros amount  
4,493,031.40

## 2. CONSIDERATION

- Subject to the  
conditions set  
Contribution

### 3. COMPLETION D

- The Contribution completed or shareholders' *extraordinary* approve and subject to the set forth in .

## 4.2 Representation

## 4.3 Representations

The Parties represent to each other that they have the rights, or other similar rights, described in the Delaware General Corporation documents of Labeli

being made  
exemptions  
applicable s  
upon the  
agreements  
this Agree  
acknowledged  
been approved  
States Secur  
or any other  
agency, nor

incorporation  
transferred  
therewith. L  
to give effect  
Securities e  
foregoing res

- The Benefi  
Labelium U  
sell the Sec  
any form of g

**ADSEN  
REGIST  
THE SH  
OPINIO  
REGIST  
SUCH S  
ADDITIO  
PROVID  
AGREE**

extract of this Agree  
authority to make  
publications, registra  
particular, any such  
notification with the  
*(greffe du Tribunal)*  
competent public au

(d) Costs and ex

Any commission, fe

## (i) Languages

This Agreement is  
French languages for  
other formalities; in case  
English version shall





Considering an average  
equal to 1.328, the  
hereby set to EUR

Consequently, after  
Share is valued EUR  
Agreement.













Vienna Col  
Wien) — un  
("Labelium  
contribution  
euros were  
3,000 euros  
be referred to  
which repre  
and voting rights.  
(i) Mrs. Simo

22<sup>nd</sup>, 1979,  
Vienna, Aus

whose registrant  
Pompe, 751  
(commissaire  
issuing a re  
Contributions  
of the French

-  
The purpose  
"Agreement  
conditions un  
Labelium Fr  
the Contribut

The aggregate  
capital incre-  
Contribution  
euros, and  
share capita-  
be 1,073,054

-

benefit of the Beneficiaries hereof and as of the

- he has full capacity and executes this Agreement from the time it is signed. The obligations set forth herein constitute the sole obligation of the Contributor, in accordance with the terms and conditions contained in this Agreement.

breach under  
applicable to  
and

- it has obtained  
consents necessary  
into and performed

- Subject to the  
conditions set  
Contribution  
registration to  
810-I of the  
*impôts*.

- The Contribution  
recourse to the  
Austrian Rechtsanwalts  
"ARTA"). The

(a) Legal

The Beneficiary shall be necessary for the Share as contemplated against Labelium (opposabilité).

other competent pl

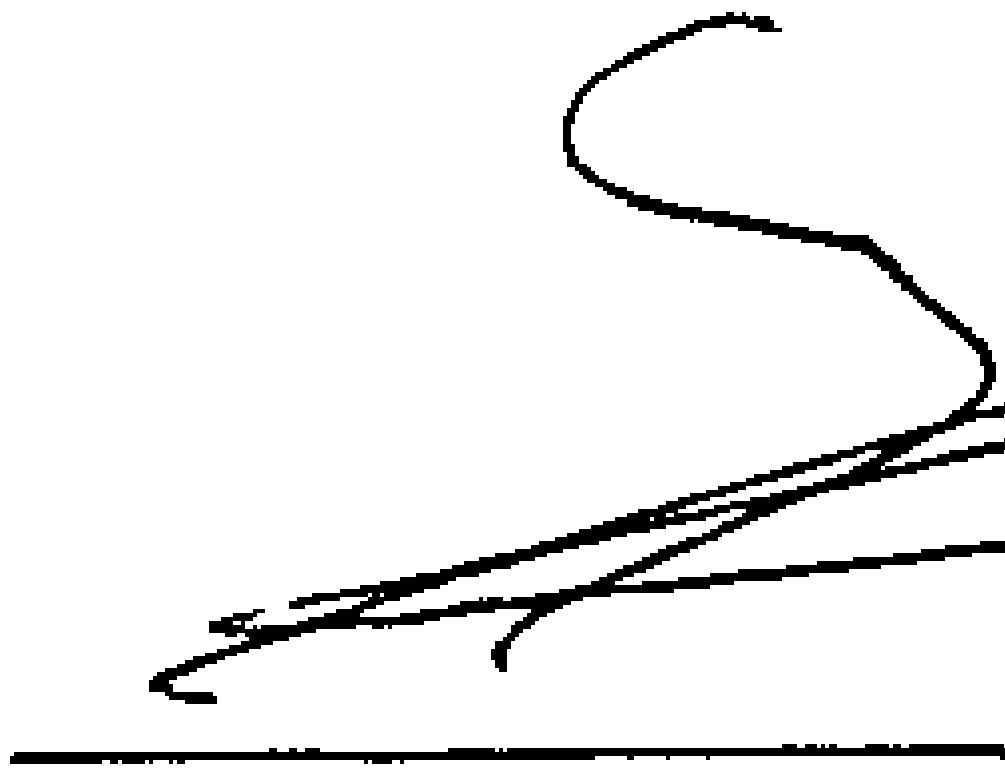
(d) Costs

Any commission, fee or  
relating to the Contingent  
as contemplated  
Beneficiary.

negotiations to reach a stipulation with a spirit and purpose of

(h) Language

This Agreement is drawn up in French languages and other formal provisions, the English version being the original.



**Enregistré à : SIE**

**Le 05/08/2014 Bordereau**

**Enregistrement : 1**

**Total Squide : cent**

**Montant reçu : cent**

**L'Agente administrative**

Vienna (or  
Wien) — ur  
("Labelium  
contribution  
euros were  
3,000 euros  
be referred to  
which repre  
and voting rights.  
(i) Mrs. Simo  
22<sup>nd</sup>, 1979,  
Vienna, Aus

whose regis  
Pompe, 751  
(commissaire  
issuing a n  
Contributions  
of the French

— The purpose  
"Agreement  
conditions u  
Labelium Fr  
the Contribut

The aggregate  
capital incre-  
Contribution  
euros, and  
share capita-  
be 1,073,054

benefit or the benefit  
hereof and as of the

- he has full capacity  
and executes this  
from the time he  
obligations set forth  
constitutes  
Contributor,  
accordance with

breach un  
applicable te  
and

- it has ob  
consents ne  
into and per

- Subject to the  
conditions set  
Contribution  
registration to  
810-I of the  
*impôts*.

- The Contribution  
recourse to  
Austrian Recourse  
"ARTA"). The

The Beneficiary is  
necessary for the  
Share as contemplated  
against Labelium  
(opposabilité)

(d) Costs

Any commission, fee or other amount paid by the Contingent Beneficiary relating to the Contingent Beneficiary's status as contemplated Beneficiary.

negotiations to re-  
stipulation with a  
spirit and purpose o

(h) Lang

This Agreement is  
French languages  
and other formal  
provisions, the Eng

[REDACTED]

**Enregistre**

**Le 05/08/**

**Enregistre**

**Total Equi**

**Montant r**

**L'Agente**



(directeur ge

hereinafter to be re  
or the "Beneficiary"

THE R

A

-

On the d  
Contributors

BS

(Commission  
issuing a r  
Contributions  
of the French

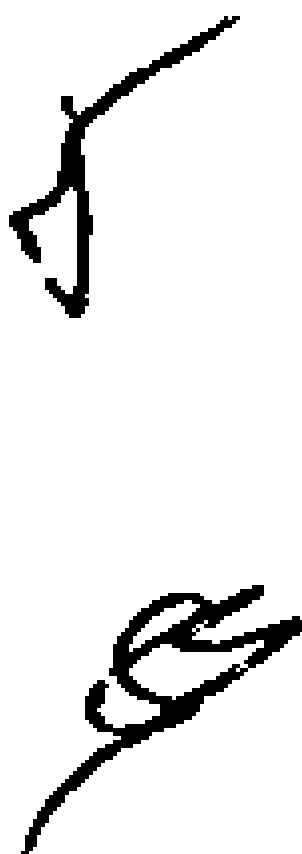
- The purpose  
"Agreement  
conditions  
Quotaholder  
agreed to co

K

SG

from which  
France at the

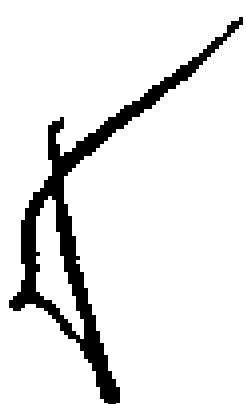
The aggregate  
capital increased.  
Contributions  
euros, and  
share capital.



4.2.

## Representative Contributors

Each Contributor shall receive the benefit of the Benefits hereof and as of the

A handwritten signature consisting of a stylized 'A' and a diagonal line extending from its top right.

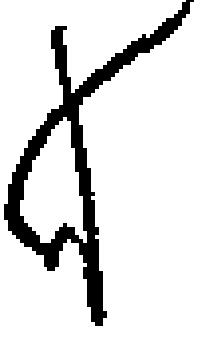
-

he has full capacity and executes this instrument from the mind and with the obligations set forth herein.

A handwritten signature consisting of a stylized 'G' and a diagonal line extending from its top right.

constitutes  
Beneficiary,  
accordance

- the entering  
Agreement  
breach un  
applicable to  
and

 - it has obt  
consents ne



*impôts.*

## 8. **LEGAL PUE MISCELLAN**

(a) Legal

The Beneficiary shall  
necessary for the  
Quotas as contempl

4

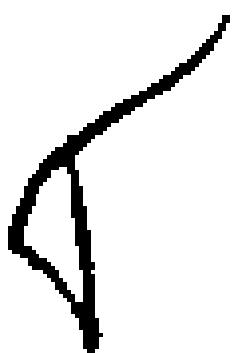
SG

(d) Costs

Any commission, fee or  
relating to the collection  
Quotas as contemplated  
the Beneficiary.

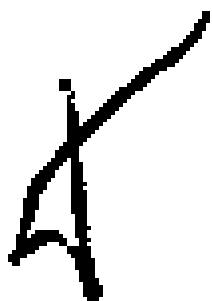
(e) Elections

The Beneficiary irrespective  
*de domicile*) at its place of  
residence.



This Agreement is  
French languages  
and other formal  
provisions, the Eng

## 9. TERMINATI



This Agreement



~~A~~

~~S~~



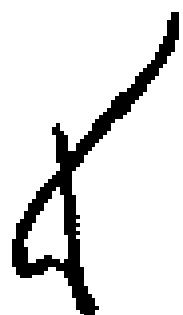
✓

✓

(directeur g

hereinafter to be referred to as the "Beneficiary"

## THE BENEFICIARY



-

On the date of  
Contributors



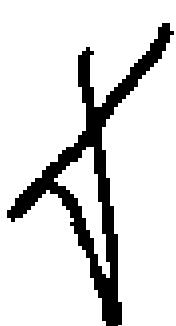
(Commission  
issuing a r  
Contribution  
of the French

- The purpose  
"Agreement  
conditions  
Quotaholder  
agreed to co

K

BS

France at the



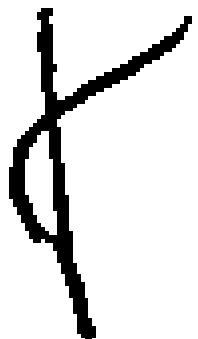
-

The aggregate  
capital incre-  
Contributions  
euros, and  
share capita



## 4.2. Representative Contributors

Each Contributor  
benefit of the Bene-  
hereof and as of the



-

he has full  
and executed  
from the  
obligations s



constitutes  
Beneficiary,  
accordance

- the entering  
Agreement  
breach un  
applicable to  
and

X

- it has obt  
consents ne

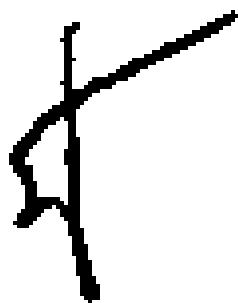
gs

*impôts.*

8. **LEGAL PUE  
MISCELLAN**

(a) Legal

The Beneficiary s  
necessary for the  
Quotas as contem

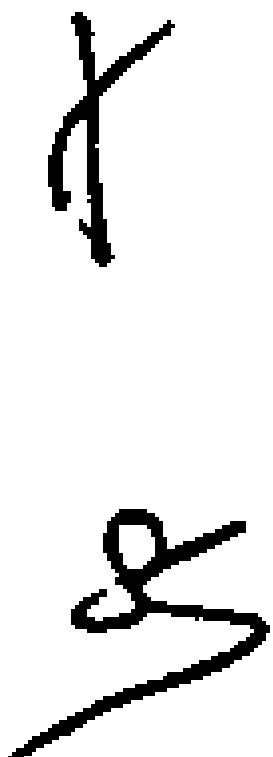


(d) Costs

Any commission, fee or  
relating to the exercise of  
Quotas as contemplated  
the Beneficiary.

(e) Elective

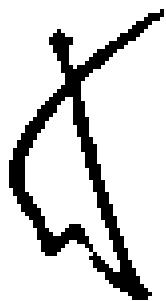
The Beneficiary (irrespective  
*de domicile*) at its

A handwritten signature consisting of a stylized 'K' and a long, sweeping flourish underneath it.

This Agreement is  
French languages  
and other formal  
provisions, the Eng

## 9. TERMINATION

This Agreement

A handwritten signature consisting of a stylized 'X' or checkmark.A handwritten signature consisting of a stylized 'G' or similar mark.

✓

✓



G

S



The Contribution  
agreement  
dated May  
including La  
Agreement  
conditions u  
Investment A  
out a transa  
shall be imp  
steps includi

beneficial title  
encumbrance  
any other na  
attaching to  
contribution  
be the Compa

- The Contrib  
their fair m  
203,957.46  
of 11,330.97

corresponding  
(soulté). This  
waives the  
additional per  
payment of  
confirms that  
sole compen-

### 3. COMPLETION

## 4. **REPRESEN**

### 4.1. **Representat** **Contributor**

The Contributor re  
benefit of the Bene  
hereof and as of the

— she has full

Beneficiary,  
accordance

– the entering  
Agreement  
breach un  
applicable to  
and

– it has obt  
consents ne

endeavours to pro  
party shall do, exec  
Beneficiary all su  
assurances, acts a  
required to give eff

(b) Costs

Any commission, fe  
relating to the C  
Shares as contem

## **9. TERMINATION**

This Agreement  
transactions con-  
abandoned imme-  
the Completion Da-  
for any cause. The  
"Investment Agree-



hereby set at 1,133

Consequently, each  
11,330.97 euros  
Agreement.

irrevocably agree to

**IN WITNESS** where  
stated above.

Cette procuration est  
irrévocablement dénommée

**EN FOI de quoi cette**





The Contribution  
agreement  
dated May  
including Law  
Agreement  
conditions under  
Investment  
out a transac  
shall be imple  
steps includin

beneficial title  
encumbrances  
any other name  
attaching to  
contribution  
be the Company

- The Contributions  
their fair market value  
203,957.46  
of 11,330.97

corresponding  
(soulté). This  
waives the  
additional per  
payment of  
confirms that  
sole compen-

### **3. COMPLETION**

## **4. REPRESENTATION**

### **4.1. Representation Contributor**

The Contributor represents and warrants to the Benefit Trustee that he or she will not receive any benefit of the Benefit Trust hereof and as of the date of this Agreement.

— she has full knowledge of the terms and conditions of this Agreement.

decreed by  
accordance

- the entering  
Agreement  
breach un  
applicable to  
and
  
- it has obt  
consents ne

endeavours to pro  
party shall do, exec  
Beneficiary all su  
assurances, acts a  
required to give eff

(b) Costs

Any commission, fe  
relating to the C  
Shares as contem

## **9. TERMINATION**

This Agreement  
transactions con-  
abandoned immed-  
the Completion Da-  
for any cause. Th-  
"Investment Agree-



hereby set at 1,133

Consequently, each  
11,330.97 euros  
Agreement.

irrevocably agree to

**IN WITNESS** where  
stated above.

Cette procuration est  
irrévocablement dénommée

**EN FOI de quoi cette**







generally

hereinafter to be referred to as  
or the "Beneficiary".

## THE R

- On the date of  
Contributors  
capital and

# **Issuing a Contribution of the French**

**- The purpose  
"Agreement  
conditions  
Shareholder  
agreed to co**

**NOW, THEREFO**

-

The aggregate  
capital increased  
Contributions  
euros, and  
share capital  
be 1,108,739.

the transfer  
Shares and  
will take place

-

As from the  
France shall  
the Contribution  
the rights to  
are entitled.

5.

REPRESENTATIVES

## **5.2. Representat Beneficiary**

The Beneficiary receives the benefit of the Contract hereof and as of the

- it has full capacity and executes from the right

## 8. LEGAL AND

- The Contribution shall be effective pursuant to Article L. 231-1 of the commerce (*commerce commun*).
- Subject to the conditions set out in the Contribution

documents, evidence, publications, registrations, above have been described.

(c) Power

way affect the legal right.

No waiver may be made by the Agreement without the written consent of both of the Parties.

(g) Severability

The fact that any provision of this Agreement becomes null, unenforceable or inapplicable cannot affect the validity of the other provisions.

Transactions Center





generally

hereinafter to be referred to as  
or the "Beneficiary".

## THE FUND

- On the distribution  
Contributors  
capital and

# **Issuing a Contribution of the French**

**- The purpose  
"Agreement"  
conditions  
Shareholders  
agreed to co-**

**NOW, THEREFO**

- The aggregate capital increased by 1,108,739 euros, and share capital will be 1,108,739 euros.

the transfer  
Shares and  
will take place

-

As from the  
France shall  
the Contribution  
the rights to  
are entitled.

5.

**REPRESENTATIVES**

## **5.2. Representative Beneficiary**

The Beneficiary receives the benefit of the Contract hereof and as of the

- it has full capacity and executes from the re

## 8. **LEGAL AND**

- The Contribution shall be effective pursuant to Article L. 223-1 of the commerce (*commerce commun*).
- Subject to the conditions set out in the Contribution

documents evidence publications, registrations, above have been obtained

(c) Power

way affect the right.

No waiver may be  
Agreement without  
of the Parties.

(g) Seven

The fact that any  
becomes null, un-  
inapplicable cannot









close pa  
intégrale

- que les 2 la sousc seront d Société ;
- que l'aug des fonds

- que les souscript seront à la Société

- que l'au des fonds

- que les des dispositi

- que l'augmentation résultera d'un montant de 1.606 actions destinées à la disposition

- que la participation des titulaires sera limitée aux actions

- que la c  
d'une va  
nominate  
d'émissio

- d'autoris  
qui résult  
d'un mont  
de 37.000  
actions o  
dispositio

– qu'en date  
un certificat  
Participations

en conséquence  
Participations et  
Préférence A et  
Participations ;

Banque

- que FCF  
en date e
- que le p  
de 1,310  
integral e  
Banque





l'env

- et p  
mot  
soci

- la pa  
ou à  
obje  
susce

Il est divisé en :

- 325.

libér

- 216.

inté

- 4.01

inté

## ARTICLE 9 - Droits

**9.1. Sans préjudice de l'application de la loi, une personne qui donne mandat à une autre pour qu'elle agisse dans son nom et pour le compte de celle-ci, donne droit dans les mêmes limites que celle qui la représente.**

**9.2. Les titulaires d'un mandat peuvent exercer les droits et pouvoirs de la personne mandatée.**

**9.3. Les actions exercées par un mandataire doivent être portées au nom de la personne mandatée. Il peut toutefois se faire représenter devant les tribunaux et devant les autorités administratives pour faire valoir la justice en cas de litige.**

**Les conditions à**  
**Exceptionnel ont**  
**figurent ainsi en**

**Les Actions de P**  
**Dividende Except**  
**d'actions ordinai**

(b)

à actua

Dans l'hy  
globalem  
restituer  
la Rétro  
de conte  
eux, à l  
L'Excéde  
reçues p  
compte |

toutefois  
de Préfé

### 10.3.5 Lorsque prix perç globalem globalem paragrap

Les Actions de P  
tout moment en

(1) Action de P  
d'Actions de Préf

(a)

à  
c  
s  
E  
in  
in

(b)

c  
s  
s  
é  
n  
d  
t

**Exceptionnel** on figurent ainsi en

**Les Actions de R**  
**Dividende Excep**  
**d'actions ordinai**

**Sous réserve du**  
**paragraphes pré**  
**respect des docu**  
**2014 ou des Pro**

(b)

e  
t  
r  
c  
A

F  
F

r

c

F

restituer  
la Rétro  
de conte  
eux, à  
L'Excéde  
reçues p  
compte  
Théoriqu  
perçu pa  
les céda  
de transfe

prix perçus  
globalement  
globalement  
paragraphe

## Opérations d'appel

11.3.6 Les stipulations d'opérations d'appel représentent les implications

que celle  
jour où il  
au jour o  
juillet 201  
la notifica

(b) en cas  
Significati  
Préférence  
notifiée a  
au titre d

## 11.6 Protection

Le maintien des  
soumis à l'examen

Code de commerce  
d'affecter ces droits

(a) conforme

Généralement

définitivement

capital à

Aux fins des prés

« Actionnaires »  
de la Société ;

« Associés » dé  
d'échange, d'attri

« Pacte d'Action  
Société et cette c  
pourra être modifi

contre décharge.

L'Associé concerné par la lettre mentionnée ci-dessus sera informé au membre du conseil d'administration précédent dans les meilleurs délais d'Administration des observations sur

Le Président du conseil d'administration (ou la procédure d'évaluation patrimoniale), approuve

tout membre du  
Président du Co  
des cessions et a

Il est expressém  
servi de base po  
calcul retenue en

Le montant de l'i  
susceptible d'au  
différent de l'Inde  
jour ouvré suivant

réserve des Déc  
des décisions re  
des dispositions

Dans les rappor  
relèvent pas de l  
pas été soumise  
Statuts, à moins  
l'autorisation pré  
circonstances, éta

laquelle  
partie

(i) toutes  
années

(j) toutes

(k) toutes  
par  
Société

indir  
Man  
leur  
d'Ad

(y) mod

(z) nom  
levé  
Soci

# ARTICLE 18 – C

## 18.1 Compos

Le Conseil d'Adm

L'Assemblée Gé  
d'Administration.

Le mandat des m  
renouvelable.

Les réunions se font par consultation écrite.

Chaque membre du Conseil d'Administration peut bénéficier un délai de 15 jours

S'ils n'en sont pas informés, le tout Directeur Général et le Conseil d'Administration peuvent nommer une autre personne à leur place.

**La collectivité de  
comptes de cet éta**

**Les conventions  
intéressée et éve  
conséquences de**

**Les conventions  
pas soumises à la**

- trans

- trans

- diss

- excl

- appl

Pendant la période  
ou à l'initiative du

L'ordre du jour est

Tout Actionnaire  
mandataire (lequel  
Il doit justifier de  
collective.

# Actionnaires dans

## 24.3 Télécom

Lors des réunions par tous moyens, au moins avant la date limite.

Actionnaires peuvent :

Ces moyens doivent être techniques permis.

## ARTICLE 28 - Et

Le Président éta  
d'Administration

Dans les six (6)  
comptes annuels  
échéant.

Lorsque des com  
et les rapports du

Le liquidateur, ou  
plus étendus pour  
répartir le solde des

Les Actionnaires  
engager de nouv

Le produit net de  
capital libéré et n





— le rap  
— les tra  
— les pr  
— les p  
Socié  
— les pr  
— les p  
nouve  
— les pr  
— les pr  
— les pr

- Autor  
fins d  
rembo  
Corp.  
- Autor  
fins d  
rembo  
- Autor  
fins d  
rembo

- Nom  
- Autom  
fins d  
- Pouvo

Le Président préc  
figurant dans la co

Il donne ensuite l  
comptes, des rap  
particuliers.

constate en conséquence que le  
Président est calculé à 100%

reconnait néanmoins que l'Assemblée  
permettant à l'Assemblée nationale de voter  
n°19 à 22 inclusivement, de faire varier le  
capital et de supprimer les obligations

renonce en conséquence à la régularité et valide

*(Approbation (i) de*

**L'Assemblée Générale  
commissaire aux affaires**

**Prenant acte qu'au**

- les stipulations de Barnabé concernant l'évaluation des modalités proposées par la Société Barnabé, correspondant à l'ensemble d'émission

Cette résolution, n°

*(Approbation (i) de  
sociales émises par*

**L'Assemblée Générale  
commissaire aux a**

L'Assemblée Générale  
commissaire aux comptes  
Société d'une part  
la Société de parts

Prenant acte qu'au

- Monsieur le Commissaire aux comptes  
l'approbation de la déclaration des représentants de la Société et la responsabilité

Labelium

35.000 eu

Vienne, A

Austria »;

- la part sociale de l'émission (prime d'émission)
- l'apport de capital de 1.726,00 €

par la Soc  
Zeghal, é  
correspon  
d'émission

Agrée en tant que  
Société.

Cette résolution, n

d'apport»

- décide que les frais et droits de la réservation sont intégrés
- constate, l'augmentation des cotisations sont intégrées

Cette résolution, malheureusement, n'a pas été adoptée.

termes sont définis par les termes et conditions de ces paiements dus aux créanciers et aux tiers au paiement de toutes les dettes et charges de l'assuré. Couverture (tel que stipulé dans le contrat) et modalités stipulées dans le contrat.

autorise en tant qu'assureur à agir et à se faire agir par un tiers pouvant agir séparément ou conjointement avec l'assureur. Subordination ; et

confère, en tant que Généraux, pouvant au compte de la Société Nantissement Titre, toutes les opérations l'effet ci-dessus.

Cette résolution, n

# L'Assemblée Générale

- du rapport d'activité
- du projet de budget
- élu une nouvelle Présidente anglaise et  
conclu ce  
Institutionnel
- Senior (tels que les  
Paiements)

Senior) aux titres  
Société au titre  
conformément

Cette résolution, m

autorise, en tant q

- les contrats d'achat de Labelium SpA, UK et l'Acquisition de la compagnie
- les contrats d'option d'achat et le contrat d'option d'achat de la compagnie

- arrête les verbal (les
- autorise l' qui résulte d'un mont de 37.098 actions de disposition

Cette résolution, m

souscription  
auprès de  
registre co  
constater  
 $OC_{2015}$ , co  
modification  
capital sur  
et, plus g  
l'émission

A dix heures, la propriétaire de 100 Spain, Labelium It, l'inscription technique postérieurement donne acte.

Le Président met e

# *les parts de de Préférence*

## **10.2      JO**

### *Les Actions*

#### *Les Associations*

*Un dividende*

*Exception*

ce  
ré  
se

Au  
ve  
de  
faç  
To  
Pr

*Re*

*fin*

*ci-*

*pa*

*de*

*to*

*de*

*oc*

*da*

qu  
d'  
tit  
Cé  
je  
de  
re  
Vi

(b)

(c)

*d'Actions  
d'Actions  
articles 9, 10  
certaine le  
dans les c  
dans la no  
l'acquéreur  
des Titulair*

## nommement Actions de et conditions

- que les 2 unitaire d'émission
- que les sociétés date de la

- d'approuve  
28.650 Ac

Cette résolution, n

- d'insérer des caractéristiques

## «ARTICLE»

Il est créé les suivants :  
*Preférences*

A l'exception de

sera réparée  
prorata de

*De manière  
montants  
répartis en  
de leur pa-*

(c)

(la)

-

gl

av

Pr

me

cé

se

d'

tito

de

de

## Opérations

### 11.3.6 Les opé

to

Sa

op

d'as

As

su

*Sig*

*de*

*de*

*ré*

*pæ*

*de*

**(c)** en

*du*

*int*

*au*

IA  
Pr  
pro  
dro  
  
**(b)** co  
sc  
so  
éq  
pa  
dro

- que les 4.  
des disposit

- que le mode  
spécial de  
tous les a  
catégorie ;  
liés à la pr

# Code de c

- décide que soit un pré l'ensemble
- décide que compter d se trouver souscrits ;

préférant de son  
précédente et de la  
25 septembre 1967

Cette résolution, m

bonne fin

Cette résolution, m

autorise en tant que  
pouvant agir séparément  
Labelium Corp. d'un  
rémunéré par des honoraires

confère tous pouvoirs  
séparément, à l'effet  
pour le compte de Labelium  
le nécessaire à cette fin.

Cette résolution, ma





H.

Après  
forma  
obliga  
présen

1.

DEFIN

Dans les prés  
expressément



"Représenter  
Massey"

"River Parti"

"Termes et "

Les O  
date d'

Les O

La sou  
prix d'

2.4 Bénéf

La sou

Les Ir  
des O

En cas  
courus  
de Re  
cent s  
dans l

(b)

(c)

Confo  
d'une  
de l'E  
d'Oblig

Dans  
judicia  
dissolu  
rembo  
au pris

**Chacun  
d'"Exit**

**L'Eme  
Représ  
Anticip  
eu con**

Tout le  
jours  
survenu  
5.3.1  
dessus  
cas d'

Les int

Le vo  
d'Obliv  
seraie  
celui-  
représ

## 7.2.2 Pouvo

Le rep  
dans l  
qui se

d'un seul droit  
Représentant  
droit.

## 12. MODIFICATION

Toute modification  
ladiéte modification  
extraordinaire  
conformément



forma  
obliga  
présen

## 1. DEFINITION

Dans les présentes, sauf  
expressément



**"Représenta  
Massee"**

**"River Partic**

Souscri

## 2.3

## Périod

Les OC  
sur déle

La sous  
prix d'én

## 2.7.2 Patients

Les In  
des O

En cas  
courus  
de Rec  
cent se  
dans le

(b)

(c)

**Confor  
d'une p  
de l'Er  
d'Oblig**

**Dans le  
judiciai  
dissolut  
rembou  
au prix**

Chacun  
d'"Exig

L'Emett  
Représen  
Anticipé  
eu connu

Tout Po  
jours à  
survena  
5.3.1 ci  
dessus  
cas d'Ex

Les inté

d'Obliga  
seraien  
celui-ci  
représe

## 7.2.2 Pouvoi

Le repré  
dans l'h  
qui sera

le retard à l'exécution  
d'un seul droit.  
Représentant un seul  
droit.

## 12. MODIFICATIONS

Toute modification  
l'adite modification  
extraordinaire  
conformément





**2.3** Les Adm  
pas élit  
réparti

**2.4** Sous r  
disposit  
pourra  
l'excéd  
Ultérieu

(b)

Intégrer  
somm

Dans

Rendre

seraie

Rétroac

des ac

d'actio

d'entre

Rétroc

d'actu  
inclus  
(une  
vende  
condit  
Initial

### 3.2.2 Par la conjo Répar

**4.2** Toute  
Assoc  
Action  
receve  
Préfér  
pas a  
prorat

dans les condi  
dans la notific  
l'acquéreur (7  
des Titulaires

## 6. Protection des titulaires

Le maintien du droit à l'oubli a été soumis à l'examen de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) qui a validé les dispositions du règlement.



Sauf à  
généra  
financ  
sera co  
ou De  
attract

L'Exp  
Société  
tiendra

"EBIT  
des dé  
des éco

"EBIT  
compt  
5.586.



Nombre d'Actions	110 453	Price par Action (€)	65,00 €
Date de Premier Closing			
Price par Action			
Nombre d'Actions émises			
Nombre d'Actions réservées			

Type d'Actions	Actions ordinaires
Nombre d'Actions	110 453
Prix d'émission	65,00 €
Montant total de la participation	7 227 265,00 €
Participation	100 %



**2.3**

Les A  
pas é  
répart

**2.4**

Sous  
dispos  
pourra  
l'excé  
Ultérie  
constit

(b)

**l'intégration  
somm**

**Dans  
Rendre  
seraie  
Rétroc  
des ac  
d'actio  
d'entre  
Rétroc**

inclus  
(une «  
vendue  
condition  
Initiale

3.2.2 Par la  
conjointe  
Répartie  
sera égale

**4.2**

Toutefois,  
Associer  
Action  
pour ce  
alors  
application  
des actions

Préférence B

Pour les besoi

(a)

de l'accord pr  
pourra unifier  
applicable, au  
termes et conc

Sauf à  
généra  
financ  
sera co  
ou De  
attract

L'Expé  
Société  
tiendra

"EBITDA"  
des doms  
des écarts

"EBITDA"  
comptes  
5 586 €





Prise par action

162,621

Nombre d'Actions

110 453

Nombre d'AOP émises

0

Prise par action

162,621

Nombre d'Actions

110 453

Nombre d'AOP émises

0

Date de première Cotation  
Prise par action

Prise par action

Nombre d'Actions

110 453

Nombre d'AOP émises

0

Condéision de la

Prise par action

Nombre d'Actions

110 453

Nombre d'AOP émises

0

Nombre d'Actions

110 453

Nombre d'AOP émises

0

Préférence

Préférence

Nombre d'Actions

110 453

Nombre d'AOP émises

0

Identifiant client

Identifiant client

Nombre d'Actions

110 453

Nombre d'AOP émises

0

Imposition

Imposition

Nombre d'Actions

110 453

Nombre d'AOP émises

0

Prise par action

Prise par action

Nombre d'Actions

110 453

Nombre d'AOP émises

0

Prise par action

Prise par action

Nombre d'Actions

110 453

Nombre d'AOP émises

0

Prise par action

Prise par action

Nombre d'Actions

110 453

Nombre d'AOP émises

0

Prise par action

Prise par action

Nombre d'Actions

110 453

Nombre d'AOP émises

0

Prise par action

Prise par action

Nombre d'Actions

110 453

Nombre d'AOP émises

0

Prise par action

Prise par action

Nombre d'Actions

110 453

Nombre d'AOP émises

0

Prise par action

Prise par action

Nombre d'Actions

110 453

Nombre d'AOP émises

0

Prise par action

Prise par action

Nombre d'Actions

110 453

Nombre d'AOP émises

0

Prise par action

Prise par action

Nombre d'Actions

110 453

Nombre d'AOP émises

0

Prise par action

Prise par action

Nombre d'Actions

110 453

Nombre d'AOP émises

0

Prise par action

Prise par action

Nombre d'Actions

110 453

Nombre d'AOP émises

0

Prise par action

Prise par action

Nombre d'Actions

110 453

Nombre d'AOP émises

0

Prise par action

Prise par action

Nombre d'Actions

110 453

Nombre d'AOP émises

0

Prise par action

Prise par action

Nombre d'Actions

110 453

Nombre d'AOP émises

0

Prise par action

Prise par action

Nombre d'Actions

110 453

Nombre d'AOP émises

0

Prise par action

Prise par action

Nombre d'Actions

110 453

Nombre d'AOP émises

0

Prise par action

Prise par action

Nombre d'Actions

110 453

Nombre d'AOP émises

0

Prise par action

Prise par action

Nombre d'Actions

110 453

Nombre d'AOP émises

0

Prise par action

Prise par action

Nombre d'Actions

110 453

Nombre d'AOP émises

0

Prise par action

Prise par action

Nombre d'Actions

110 453

Nombre d'AOP émises

0

**Pacte :**

**Promesse d'**

les BSA seraient  
de leur date de  
restrictions de la  
propriété de

Aucun document  
pourront néanmoins  
préavis raisonnable  
de BSA qu'ils

# L'exercice des Nouvelles.

Lorsque le règlement stipulations titulaire de l'option sera versé en

nomie d'a  
par le rappo  
nouvelle, co

Par ailleurs,  
prévues par  
prévues par  
commerce.

titulaires de

La Société p  
titulaires de

Tout litige ou  
des tribunaux





l'environnement

-

et plus  
mobilité  
social

-

la part  
ou à des  
objets  
suscepti-

Il est divisé en :

- 325,3

libéré

- 216,8

intégr

- 4.015

intégra

## ARTICLE 9 - Droits

9.1. Sans préjudice de ce qui est stipulé dans l'article 8, la personne physique qui donne droit dans l'ordre à une personne morale ou à une autre personne physique à laquelle elle représente, a le droit de faire valoir les droits et obligations de celle-ci.

9.2. Les titulaires des actions peuvent faire valoir les droits et obligations de la personne physique à laquelle elles sont détenues.

9.3. Les actions ordinaires peuvent être exercées par la personne physique à laquelle elles sont détenues ou par une personne physique qui se fait représenter par celle-ci pour faire valoir la justice en cas de détention illégale.

Les conditions au  
Exceptionnel ont  
figurent ainsi en ar

Les Actions de Pre  
Dividende Exceptionnel  
d'actions ordinaire

(b)      en  
tit  
no  
ch  
Ac  
Pr

d'actualité

Dans l'hypothèse où la culture globalement dominante ne peut pas restituer intégralement la Rétrocession de contes et légendes aux peuples eux, à l'heure d'aujourd'hui, L'Excéderance reçues par ces derniers en compte les deux dernières théories.

toutefois à  
de Préférence

10.3.5 Lorsque la  
prix perçus  
globalement  
globalement  
paragraphe

tout moment en ac-

(1) Action de Pré-

d'Actions de Préfér-

(a) à l'

com

suiv

Ex

inté

inte

(b) co  
sc  
so  
éq  
pa  
dro  
l'As

Exceptionnel ont  
figurent ainsi en a

Les Actions de Pr  
Dividende Exceptionnel  
d'actions ordinaire

Sous réserve du  
paragraphes précé  
respect des docum  
2014 ou des Prod

(b)

en

titu

no

cha

Ac

Pre

Prí

mo

dis

pro

la Rétrocession  
de contestation  
eux, à l'unité.  
L'Excédent  
reçues par le  
compte les  
Théorique  
perçu par les  
les cédants  
de transfert

prix perçus  
globalement  
globalement  
paragraphe

## Opérations d'appartenance

11.3.6 Les stipulations d'une opération de représentation impliquant

jour où il  
au jour où  
juillet 2016  
la notification

(b) en cas de  
Significatif  
Préférence  
notifiée au  
au titre du

## 11.6 Protection

Le maintien des droits réservés soumis à l'examen du Code de commerce ne peut pas affecter ces droits.

- (a) conformément à la Générale de la définitive d'application du capital à

**Aux fins des prése**

**« Actionnaires » ou  
de la Société ;**

**« Associés » dési  
d'échange, d'attribu**

**« Pacte d'Actionn  
Société et cette de  
pourra être modifié**

contre décharge.

L'Associé concerné reçoit une lettre mentionnée à l'article précédent dans le règlement d'Administration où sont faites des observations sur la situation de l'Associé.

Le Président du Comité décide de la procédure d'exécution (patrimoniale), après consultation de l'Associé.

tout membre du C  
Président du Cons  
des cessions et au

Il est expressément  
servi de base pour  
calcul retenue en a

Le montant de l'indemnité  
susceptible d'aucun changement  
différent de l'Indemnité sera versé le  
jour ouvré suivant l'admission

réserve des Décisions  
des décisions relevées  
des dispositions de

Dans les rapports  
relèvent pas de l'obligation  
pas été soumises  
Statuts, à moins qu'  
l'autorisation préalable  
circonstances, étant

laquelle  
partici

(i) toute  
annula

(j) toute T

(k) toute n  
par un  
Société

Indirect  
Manager  
leur fa  
d'Adm

(y) modifi

(z) nominat  
levée e  
Société

# ARTICLE 18 – CO

## 18.1 Compositi

Le Conseil d'Admîn

L'Assemblée Géné  
d'Administration.

Le mandat des mem  
renouvelable.

Les réunions se  
consultation écrite

Chaque membre  
Conseil d'Adminis  
bénéficier un mem

S'ils n'en sont pas  
tout Directeur Gén  
Conseil d'Administ  
autre personne à a

La collectivité des  
comptes de cet exer

Les conventions n'  
intéressée et évent  
conséquences dom

Les conventions po  
pas soumises à la p

- transfer

- transfer

- dissolution

- exclusivity

- approval

Pendant la période  
ou à l'initiative du Li

L'ordre du jour est a

Tout Actionnaire a  
mandataire (lequel n  
Il doit justifier de s  
collective.

# Actionnaires dans

## 24.3 Téléconfé

Lors des réunions par tous moyens et au moins avant la date d'Actionnaires peuvent

Ces moyens doivent techniques permettre

## ARTICLE 28 - Etat

Le Président établit l'  
d'Administration affirme

Dans les six (6) mois  
comptes annuels, à  
échéant.

Lorsque des comptes  
et les rapports du comité

Le liquidateur, ou  
plus étendus pour  
répartir le solde en

Les Actionnaires  
engager de nouv-

Le produit net de  
capital libéré et n

